

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2959

15 décembre 2008

SOMMAIRE

Advent Rental Finance S.à r.l.	141988	Kauri Broadway 1 S.à r.l.	141988
AEPF IV S.à r.l.	142025	Kinetek Luxco GP S.à r.l. & Partners S.C.S.	141994
Airon S.A.	141989	Kinglet Luxembourg S.à r.l.	142005
Airon S.A.	141993	KLC Holdings V S.A.	141991
Alliancebernstein Alternative Investments	141997	La Chamade S.A.	142006
Alternative Investment Consulting S. à r.l.	142031	Logos S.A.	141991
Aqueduct Capital S.à r.l.	141991	Lyuba S.A.	141994
Atik Investments S.A.	142000	Lyuba S.A.	142006
Baluiki S.A.	141991	Metro Plus	141990
Casalva S.A.	142007	M.O.E. Infrastructures	141996
CCP Acquisition Holdings Luxco S.à r.l.	142005	Molinvest S.A.	141989
CCP Holdings III - End S.à r.l.	142006	Nucleis Investissements S.à r.l.	141987
Central Europe Private Investments S.A.	142004	Opera Masters SCA SICAR	141996
CEP III Investment 5 S.à r.l.	141993	Pizzeria ZIO PEPE	141994
Cogeco Cable GP S.e.c.s.	141986	Pradel S.A.	141989
Cogeco Cable Luxembourg Holding S.à r.l.	141986	Printz J.Ch	141992
Creo Financing Poland, Luxembourg Branch	141997	Pyrite S.A.	142004
CVI GVF Luxembourg Thirteen S.à r.l. .	141990	Raiffeisen Capital Management Luxem- burg SICAV	142007
Dawn S.A.	142004	Restaurant Pepe Bar S.à r.l.	141994
D&G Holding S.A.	142003	Russian Consumer Finance No.1 S.A. ...	141987
Dianthus Management S.A.	142006	Sales Trainings Luxembourg S.à r.l.	141989
GeoVera (Luxembourg I) Holdings	141987	Sangian S.A.	141995
Geovera (Luxembourg II) Holdings S.à r.l.	141995	Sicav-FIS Europe LBO V Porte Neuve ..	142032
Helius International S.à r.l.	141993	Studio Création S.A.	141999
Interchem 2000 S.A.	141988	Te/We S.à r.l.	141993
International Radio Networks Holding S.A.	141986	Vavisto Holding S.A.	142000
Jörg Bormann GmbH	141992	Video-Wolter Esch G.m.b.H.	142032
		Vimarense S.A.	142000
		VREF Holding S.à r.l.	141990
		WWW S.A.	141996
		WWW.Salle de Vente.Lu S.à r.l.	142007

Cogeco Cable Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 192.445.200,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 118.702.

Le bilan au 31 août 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 18 novembre 2008.

Pour la Société

Signature

Un gérant

Référence de publication: 2008151437/1337/16.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2008, réf. LSO-CW10001. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Cogeco Cable GP S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Capital social: EUR 213.319.200,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 118.800.

Le bilan au 31 août 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 18 novembre 2008.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008151436/1337/16.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2008, réf. LSO-CW10004. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

International Radio Networks Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 75.960.

EXTRAIT

Il résulte du Conseil d'Administration tenu en date du 3 novembre 2008 que:

- Le siège social de la Société est transféré du 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg avec effet au 3 novembre 2008.

- L'adresse professionnelle de Monsieur Alexander KELLER, administrateur, a été modifiée du 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg avec effet au 3 novembre 2008.

- L'adresse professionnelle de Madame Sandrine LANGGARTNER, administrateur, a été modifiée du 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg à la nouvelle adresse 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg avec effet au 3 novembre 2008.

Luxembourg, le 3 novembre 2008.

Pour réquisition

Pour publication

Signature

Référence de publication: 2008150226/751/22.

Enregistré à Luxembourg, le 24 novembre 2008, réf. LSO-CW07874. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080177017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2008.

Russian Consumer Finance No.1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 114.369.

Le bilan au 31 Décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008150698/1463/12.

Enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 2008, réf. LSO-CW07146. - Reçu 22,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080177390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2008.

GeoVera (Luxembourg I) Holdings, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.036.250,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 111.836.

EXTRAIT

En date du 20 octobre 2008, l'associé unique a décidé de transférer le siège social de la Société au 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg avec effet au 1^{er} août 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 novembre 2008.

GEO VERA (LUXEMBOURG I) HOLDINGS
SERVICE GENERAUX DE GESTION S.A.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2008150223/795/19.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00306. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080177228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2008.

Nucleis Investissements S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 405.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 120.537.

- Monsieur Pierre MESTDAGH est nommé Président du Conseil de Gérance. Ce dernier assumera cette fonction pendant la durée de son mandat.

- Le siège social de la société est transféré du 23, avenue Monterey à LUXEMBOURG (L-2086) au 412F, route d'Esch à LUXEMBOURG (L-2086) à compter de ce jour.

- L'adresse professionnelle des gérants suivants de la société est modifiée comme suit:

* Monsieur Christian FRANCOIS, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch à LUXEMBOURG (L-2086)

* Monsieur Pierre MESTDAGH, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch à LUXEMBOURG (L-2086)

Luxembourg, le 11 novembre 2008.

NUCLEIS INVESTISSEMENTS S.à r.l.
P. MESTDAGH / C. FRANCOIS

Gérant et Président du Conseil de Gérance / Gérant

Référence de publication: 2008150206/795/23.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2008, réf. LSO-CW09997. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080177015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2008.

Interchem 2000 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1235 Luxembourg, 5, rue Emile Bian.
R.C.S. Luxembourg B 78.581.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 novembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008151430/1682/12.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00528. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Advent Rental Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 76, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 117.958.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 novembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008151433/1092/12.

Enregistré à Luxembourg, le 13 novembre 2008, réf. LSO-CW04390. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Kauri Broadway 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 742.900,00.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.
R.C.S. Luxembourg B 129.343.

EXTRAIT

L'associé unique, dans ses résolutions du 18 novembre 2008 a pris note de la démission avec effet immédiat de leurs mandats de gérants de la société de Messieurs Riccardo MORALDI et Michele CANEPA.

L'associé unique, dans ses résolutions du 18 novembre 2008 a décidé d'augmenter le nombre des gérants de 2 à 5 et a nommé avec effet immédiat aux fonctions de gérants de la société:

- Mr Peter DICKINSON, directeur de société, 231, Val des Bons-Malades, L-2121 Luxembourg,
- Mrs Geneviève BLAUEN-ARENDT, directeur de société, 231, Val des Bons-Malades, L-2121 Luxembourg,
- Mr Marc SCHMIT, directeur de société, 231, Val des Bons-Malades, L-2121 Luxembourg,
- Mr Paul Le MARQUAND, directeur de société, Les Jours, La Grande route de St Jean, St John, Jersey, JE3 4FL, Channel Islands, UK,
- Mr Colin BORMAN, directeur de société, La Franchette, La Petite route des Mielles, St Brelade, Jersey, JE3 8FA, Channel Islands, UK.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2008.

L'associé unique, dans ses résolutions du 18 novembre 2008 a décidé de transférer avec effet immédiat l'ancien siège social de la société du 3-5, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg au 231, Val des Bons-Malades, L-2121 Luxembourg.

Luxembourg, le 18 novembre 2008.

Pour KAURI BROADWAY 1 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée

Signature

Référence de publication: 2008150231/833/30.

Enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 2008, réf. LSO-CW07337. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080176900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2008.

Pradel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 82.625.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008151442/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00280. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Airon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 64.477.

Le bilan au 31 août 2006 (comptes consolidés) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008151443/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00283. - Reçu 70,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Sales Trainings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 117, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 27.420.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SALES TRAININGS LUXEMBOURG SARL

Référence de publication: 2008151445/1058/12.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00697. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Molinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 7-9, rue d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 7.895.

Constituée par-devant Maître Paul Manternach, notaire alors de résidence à Capellen, en date du 15 mars 1961, acte publié au Mémorial C n° 28 du 15 avril 1961, modifiée par-devant le même notaire en date du 12 octobre 1965, acte publié au Mémorial C n° 127 du 3 novembre 1965, modifiée par-devant le même notaire en date du 3 janvier 1968, acte publié au Mémorial C n° 18 du 10 février 1968, modifiée par-devant le même notaire en date du 20 mars 1968, acte publié au Mémorial C n° 57 du 24 avril 1968, modifiée par-devant Maître Jacqueline-Catherine Hansen-Peffer, notaire de résidence à Capellen, en date du 6 novembre 1974, acte publié au Mémorial C n° 5 du 13 janvier 1975, modifiée par-devant le même notaire en date du 17 mai 1988, acte publié au Mémorial C n° 210 du 4 août 1988, modifiée par-devant le même notaire en date du 8 octobre 1990, acte publié au Mémorial C n° 160 du 3 avril 1991, modifiée par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange, en date du 18 août 1997, acte publié au Mémorial C n° 672 du 1^{er} décembre 1997, modifiée par-devant le même notaire en date du 23 décembre 1997, acte publié au Mémorial C n° 302 du 2 mai 1998, modifiée par-devant le même notaire en date du 9 avril 1999, acte publié au Mémorial C n° 536 du 14 juillet 1999, modifiée par-devant le même notaire en date du 17 décembre 1999, acte publié au Mémorial C n° 228 du 24 mars 2000.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18.11.08.

Pour MOLINVEST S.A.
INTERFIDUCIAIRE S.A.
Signature

Référence de publication: 2008151544/1261/28.

Enregistré à Luxembourg, le 24 novembre 2008, réf. LSO-CW07661. - Reçu 20,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080178680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Metro Plus, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 105, rue Adolphe Fischer.
R.C.S. Luxembourg B 132.704.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 2 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008151524/6261/12.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2008, réf. LSO-CW10039. - Reçu 26,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080178736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

CVI GVF Luxembourg Thirteen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 130.758.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 25 juillet août 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2103 du 26 septembre 2007.

Les comptes annuels au 31 mai 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CVI GVF LUXEMBOURG THIRTEEN S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008151494/29/16.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2008, réf. LSO-CW09516. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080178662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

VREF Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 115.317.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 17 novembre 2008.

Pour la Société

Signature

Un gérant

Référence de publication: 2008151491/1337/16.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2008, réf. LSO-CW10013. - Reçu 30,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080178501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Aqueduct Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 112.631.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008151485/751/12.

Enregistré à Luxembourg, le 3 décembre 2008, réf. LSO-CX01462. - Reçu 28,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080178423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Logos S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 74.368,06.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 51.090.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Roeland P. Pels.

Référence de publication: 2008151487/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX01031. - Reçu 26,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080178518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Baluiki S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 53.137.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008151473/631/14.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00796. - Reçu 28,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080178171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

KLC Holdings V S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 117.757.

Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration

- Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la Société du 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg au 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg à compter de ce jour.

- Le Conseil d'Administration prend acte de la modification, à compter de ce jour, de l'adresse professionnelle des Administrateurs:

* Monsieur Jean-Robert BARTOLINI, diplômé D.E.S.S., demeurant professionnellement au 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

* Monsieur Pierre MESTDAGH, employé privé, demeurant professionnellement au 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

- Le Conseil d'Administration prend acte du changement de siège social de la société FIN-CONTROLE S.A., Commissaire aux comptes de la Société, du 26, rue Louvigny, L-1946 Luxembourg, au 12, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

Extract of the resolutions taken by the Board of Directors

- The Board of Directors resolves that the registered office be transferred from 23, Avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, to 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, with immediate effect.

- The Board of Directors acknowledges that the professional address of the following Directors be modified as follows:

* Mr Jean-Robert BARTOLINI awarded in D.E.S.S., residing professionally at 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

* Mr Pierre MESTDAGH, private employee, residing professionally at 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

- The Board of Directors acknowledges that the transfer of the registered office of the Statutory Auditor FIN-CONTROLE S.A. from 26, rue Louvigny, L-1946 Luxembourg, to 12, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg be taken note of.

Fait à Luxembourg, le 1^{er} septembre 2008.

Certifié sincère et conforme

KLC HOLDINGS V.S.A.

J. BAXTER / P. MESTDAGH

Director of Category A / Director of Category B and Chairman of the Board of Directors

Référence de publication: 2008150456/795/35.

Enregistré à Luxembourg, le 10 novembre 2008, réf. LSO-CW03091. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080177499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2008.

Printz J.Ch, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 2, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 4.258.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 2 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008151525/6261/12.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2008, réf. LSO-CW10041. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Jörg Bormann GmbH, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.

R.C.S. Luxembourg B 143.211.

ERÖFFNUNG EINER NIEDERLASSUNG

1. Adresse der Niederlassung

5, rue Baachergaass, 5444 Schengen

2. Geschäftsgegenstand

Absaugen und Verblasen von festen und trockenen Stoffen sowie die dazugehörige Beratung und die Leckageortung im Flachdach

3. Handelsregister der Hauptgesellschaft

Handelsregister B des Amtsgerichtes Saarbrücken Handelsregister Nr. HRB 3464

4. Jörg Bormann Gesellschaft mit beschränkter Haftung

5. Geschäftsführer: Jörg Bormann, Bexbach, geb. 04.12.1963 mit der Befugnis im Namen der Gesellschaft mit sich im eigenen Namen oder Vertreter eines Dritten Rechtsgeschäfte abzuschließen Einzelvertretungsberechtigung

Niederlassungsleiter: Jörg Bormann, Bexbach, geb. 04.12.1963, mit der Befugnis im Namen der Niederlassung Rechtsgeschäfte abzuschließen, Einzelvertretungsberechtigung

Référence de publication: 2008151196/9639/22.

Enregistré à Luxembourg, le 4 décembre 2008, réf. LSO-CX02368. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Te/We S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4176 Esch-sur-Alzette, rue Jos Kieffer.

R.C.S. Luxembourg B 68.919.

Le bilan au 31.12.2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 4 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008151498/670/12.

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 2007, réf. LSO-CL07320. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Helius International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 104.078.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bart Zech.

Référence de publication: 2008151488/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX01028. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Airon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 64.477.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008151475/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00287. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

CEP III Investment 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 132.272.

EXTRAIT

Il ressort d'un acte notarié d'apport en nature exécuté en date du 26 septembre 2008 lors de la constitution de Green MV Sàrl entre CEP III Investment 2 Sàrl, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, enregistrée sous le numéro B 128.356 et Green MV Sàrl, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, enregistré sous le numéro B 142.346, que 100.000 parts sociales de catégorie A, d'une valeur nominale de

€ 1, - chacune, représentant ensemble 10% du capital social de la Société sont détenues depuis cette date par Green MV Sàrl.

Les associés de la Société sont les suivants depuis le 26 septembre 2008:

- Green MV Sàrl: 100.000 parts sociales de catégorie A
- CEP III Investment 2 Sàrl: 900.000 parts sociales de catégorie B

Luxembourg, le 11 novembre 2008.

Pour extrait conforme

ATOZ

Aerogolf Center - Bloc B, 1, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2008147614/4170/25.

Enregistré à Luxembourg, le 18 novembre 2008, réf. LSO-CW05895. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080173987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2008.

Kinetek Luxco GP S.à r.l. & Partners S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 121.738.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008151467/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00276. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Lyuba S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 107.805.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008151468/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00299. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Pizzeria ZIO PEPE, Société à responsabilité limitée,

(anc. Restaurant Pepe Bar S.à r.l.).

Siège social: L-2265 Luxembourg, 35, rue de la Toison d'Or.

R.C.S. Luxembourg B 78.161.

L'an deux mille huit (2008) le 14 novembre, à 15h00, l'associée unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, prend les résolutions suivantes:

Première Résolution

L'Assemblée décide de révoquer, à partir de ce jour, de son poste de gérant technique, Madame DE BRITO TAVARES Magdalena, née le 10 octobre 1968 à Luxembourg et demeurant 56, rue de Vianden, L-2680 Luxembourg.

Deuxième Résolution

L'Assemblée confirme le mandat de gérant technique et gérant administratif de Mr GASPARRO Guiseppe, né le 3.2.1952 à Bari (Italie) et demeurant au 35, rue de la Toison d'Or à L-2265 Luxembourg, à dater de ce jour et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'année 2011.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

141995

Signature
L'associé unique

Référence de publication: 2008150235/9037/22.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2008, réf. LSO-CW09968. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080177370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2008.

Geovera (Luxembourg II) Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 415.950,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 122.358.

—
EXTRAIT

En date du 20 octobre 2008, l'associé unique a décidé de transférer le siège social de la Société au 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg avec effet au 1^{er} août 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 novembre 2008.

GEOVERA (LUXEMBOURG II) HOLDINGS S.À R.L.

SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A.

Mandataire

Signatures

Référence de publication: 2008150224/795/19.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00309. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080177221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2008.

Sangian S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 32, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 97.401.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale extraordinaire tenue à 10.00 heures en date du 10 octobre 2008 que:

1. L'assemblée accepte la démission de Monsieur Gianni MAZZOLA en tant qu'administrateur et d'administrateur délégué.

2. L'assemblée accepte la démission de Monsieur Thierry NOWANKIEWICZ en tant qu'administrateur.

3: L'assemblée accepte la démission de Monsieur Jean-Luc JOURDAN en tant qu'administrateur.

4. L'Assemblée élit au poste d'Administrateur jusqu'à l'Assemblée des Actionnaires qui se prononcera sur l'exercice 2013 les personnes suivantes:

- Giuseppe MAZZOLA, né à Ala (Trento) le 5 mars 1934, demeurant à I-38061 Ala (Trento) Frazione Santa Margherita, Via Trento n. 21

- Manuela GIORGETTI, née a Milan le 9 novembre 1965, demeurant à I-20100 Milan, Via Solferino n. 56

- Claudio MORAT, né à Bolzano le 1^{er} mars 1961, demeurant à I-38060 Cimone (TN) Frazione Cimoneri n. 24

Le conseil d'administration est autorisé en vertu de l'article 8 des statuts à nommer un administrateur délégué à sa convenance.

4. L'assemblée révoque de son mandat de commissaire aux comptes la société AUDIEX Sàrl, établie à L-1249 Luxembourg, 3-11, rue du Fort Bourbon. Le mandat du Commissaire aux Comptes est confié à la FIDUCIAIRE DEFLORENNE ET ASSOCIES Sàrl, établie à L-1249 Luxembourg, 3-11, rue Fort Bourbon, jusqu'à l'Assemblée des Actionnaires qui se prononcera sur l'exercice 2013.

5. Le siège social est transféré à L-2550 Luxembourg, 32, avenue du X septembre.

Pour extrait conforme, délivré sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 novembre 2008.

Pour la Société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008151254/1895/35.

Enregistré à Luxembourg, le 17 novembre 2008, réf. LSO-CW04996. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

WWW S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4176 Esch-sur-Alzette, rue Jos Kieffer.

R.C.S. Luxembourg B 78.889.

Le bilan au 31.12.2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 4 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008151500/670/12.

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 2007, réf. LSO-CL07315. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Opera Masters SCA SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 115.895.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008151463/587/13.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00263. - Reçu 46,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

M.O.E. Infrastructures, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 66, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 101.248.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 16 octobre 2008

Les actionnaires de la société anonyme M.O.E. Infrastructures S.A., réunis en assemblée générale extraordinaire conformément aux prescriptions légales et statutaires, ont voté à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale accepte la démission du Conseil d'Administration actuellement en fonction:

- Monsieur Francis DELUGIN, prénommé;
- CLARKESON MANAGEMENT COMPANY Ltd., ayant son siège social à P.O. Box 3152, Tortola (British Virgin Islands), IBC n ° 21424;
- Monsieur Jean NAVEAUX, conseil économique, demeurant à B-6761 Latour, rue du 24 Août, 24.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de nommer un nouveau Conseil d'Administration composé des administrateurs désignés ci-après:

- Monsieur Francis DELUGIN, administrateur de sociétés, né le 28 octobre 1949 à Libourne (France) et demeurant à L-3850 Schiffflange, avenue de la Liberté, 5;
- Madame Arlette KRESEC, née DELUGIN, retraitée, née le 9 mars 1952 à Envermeu (France) et demeurant à F-60640 Flavy-le-Meldeux, rue de l'Ecole, 158;

- Madame Marie-Laure KRESEC, directrice technique, née le 20 décembre 1978 à Noyon (France) et demeurant à F-59620 Leval, rue Francis Demay, 40.

Monsieur Francis DELUGIN, prénommé, est désigné en qualité d'administrateur-délégué avec pouvoir d'engager la société par sa signature individuelle, tel que stipulé à l'art. 9 des statuts.

Le mandat du Conseil d'Administration ainsi nouvellement constitué court pour une période de six années prenant fin à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'année 2014.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de M.O.E. Infrastructures S.A. à l'adresse suivante: L-1470 Luxembourg, route d'Esch, 66.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2008.

Francis DELUGIN.

Référence de publication: 2008151257/5068/36.

Enregistré à Luxembourg, le 10 novembre 2008, réf. LSO-CW02948. - Reçu 166,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Creo Financing Poland, Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 97.770.

Fermeture de succursale

In accordance with a resolution on November 17th, 2008 taken by the board of director of Creo Poland Sp. Z o.o. a company having its registered office at Domanieweska 50, 02-672, Warsaw, Poland (the "Company") it was resolved to close the Branch, being the Luxembourg branch of the Company, as of November 17th, 2008.

A French translation follows and shall prevail in case of discrepancies with the English version.

Suit la traduction française du texte qui précède:

Il résulte de la résolution du 17 novembre 2008 prise par le conseil d'administration de Creo Poland Sp. Z o.o. une société ayant son siège social à Domanieweska 50, 02-672, Varsovie, Pologne, (la «Société») qu'il a été décidé de prononcer la fermeture de la Succursale, succursale luxembourgeoise de la Société, à compter du 17 novembre 2008.

En cas de divergences entre les textes anglais et français, la version française prévaut.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008150946/9396/22.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2008, réf. LSO-CW09875. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080177831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2008.

Alliancebernstein Alternative Investments, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 18, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 129.801.

In the year two thousand and eight, on the fifteenth day of the month of October.

Before Us Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg,

Was held an Extraordinary General Meeting of Shareholders of AllianceBernstein Alternative Investments (hereafter referred to as the "Fund"), a société d'investissement à capital variable having its registered office in L-2453 Luxembourg, 18, rue Eugène Ruppert (R.C.S. Luxembourg B 129.801) incorporated pursuant to a notarial deed of Maître Blanche Moutrier, notary then residing in Esch-sur-Alzette, on 18th July 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") of 27th July 2007, number 1572.

The articles of incorporation have never been amended.

The meeting was presided by Mr Bertrand Reimmel, employee, residing in France.

The chairman appointed as secretary and the meeting elected as scrutineer Ms Virginie Pierlot, employee residing in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list. That attendance list and the proxies of the represented shareholders signed by the appearing persons and the notary, shall remain annexed hereto to be registered with these minutes.

II. It appears from the attendance list that all the shares in issue are present or represented at the present meeting and that the shareholders declare themselves duly informed of the agenda so that the present meeting is validly constituted and can validly decide without having been convened on all the items on the agenda.

III. The agenda of the meeting is the following:

1. To resolve on the liquidation of the Fund.
2. If item 1. is approved, to appoint the board of directors as liquidators of the Fund and to determine their powers and remuneration.

IV. It appears from the above that the present meeting is regularly constituted and may validly decide on the items of the agenda.

Then the meeting, after deliberation, takes the following resolutions:

First resolution

The meeting unanimously decides to put the Fund into liquidation as of this day.

Second resolution

The meeting unanimously appoints Mr Nicolas Bérard, Mr Christopher Bricker, Mr Frank Bruttomesso and Mr Yves Prussen (hereafter the "Board of Liquidators"), the current members of the Board of Directors of the Fund as liquidators.

The Board of Liquidators is granted the most general powers provided for by articles 144 to 148bis of the law of 10th August, 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"). The Board of Liquidators will be entitled to take all action provided by article 145 of the Law without authorisation of the general meeting of shareholders in the situations where this authorisation would be required.

The Board of Liquidators is entitled to relieve the registrar of the office of mortgages of the charge to register liens and preferential rights; renounce all rights in rem, preferential rights, privileges, mortgages and cancellation clauses, consent release and clearance, with or without payment, of all preferential rights and mortgages, transcriptions, attachments, seizures or other encumbrances.

The Board of Liquidators is not required to draw up any inventory and may rely on the accounts of the Fund.

The Board of Liquidators is authorised, under its responsibility, to delegate, with regard to special and determined operations, to one or more proxyholders, such part of its authorities and for such duration as it may determine.

The Board of Liquidators shall be entitled to remuneration in accordance with market practice applicable to services rendered by chartered accountants.

Following the passing of the above resolutions, the meeting acknowledges that the audit of the liquidation accounts will be made by the authorised auditor of the Fund.

There being no further business on the agenda, the meeting is thereupon closed.

Whereupon the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French translation; on request of the appearing person and in case of divergence between the English and the French version, the English version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing all known by the notary by their names, first names, civil status and residences, the members of the board signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le quinzième jour du mois d'octobre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la société d'investissement à capital variable AllianceBemstein Alternative Investments (ci-après le "Fonds"), ayant son siège social à L-2453 Luxembourg, 18, rue Eugène Ruppert (R.C.S. Luxembourg B 129.801), constituée suivant acte notarié reçu par Maître Blanche Moutrier, notaire alors de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 18 juillet 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") le 27 juillet 2007, numéro 1572.

Les statuts n'ont jamais été modifiés.

L'assemblée est présidée par Monsieur Bertrand Reimmel, employé demeurant en France.

Monsieur le président désigne comme secrétaire et l'assemblée élit aux fonctions de scrutateur Mlle Virginie Pierlot, demeurant à Luxembourg.

Le bureau étant ainsi constitué, Monsieur le président expose et prie le Notaire d'acter que:

I. Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Ladite liste de présence ainsi que les procurations des actionnaires représentés, signées par les parties com-

parantes et le notaire instrumentant resteront annexées au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

II. Il résulte de la liste de présence que toutes les actions en émission sont présentes ou représentées à la présente assemblée et que les actionnaires déclarent qu'ils ont été informés du contenu de l'ordre du jour de sorte que cette assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer, sans avoir été convoquée, sur les points portés à l'ordre du jour.

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Décider la liquidation du Fonds.

2. Si le point 1. est approuvé, nommer le conseil d'administration en qualité de liquidateurs et déterminer leurs pouvoirs et leur rémunération.

IV. Il ressort de ce qui précède que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer, sur les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée, après avoir délibéré, prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide, à l'unanimité, de mettre le Fonds en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée décide, à l'unanimité, de nommer en qualité de liquidateurs M. Nicolas Bérard, M. Christopher Bricker, M. Frank Bruttomesso et M. Yves Prussen (ci-après le "Conseil de Liquidation"), membres actuels du conseil d'administration du Fonds.

Le Conseil de Liquidation a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, (la "Loi"). Le Conseil de Liquidation peut accomplir les actes prévus à l'article 145 de la Loi sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où cette autorisation serait requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques d'inscrire des privilèges et des droits préférentiels; renoncer à tous droits réels, préférentiels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans paiement, de tout droit préférentiel ou hypothécaire, transcriptions, saisies, oppositions ou autres charges.

Le Conseil de Liquidation est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux documents comptables du Fonds.

Le Conseil de Liquidation est autorisé à déléguer, sous sa responsabilité, pour des opérations spécifiques et déterminées, à un ou plusieurs mandataires, telle partie de ses pouvoirs qu'il déterminera et pour une durée qu'il fixera.

Le Conseil de Liquidation a droit à une rémunération conformément aux pratiques usuelles pour les services rendus par des réviseurs d'entreprises.

Suite à l'adoption des résolutions ci-dessus, l'assemblée accepte que le contrôle des comptes de liquidation soit effectué par le réviseur d'entreprises autorisé du Fonds.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le Notaire soussigné, qui parle et comprend l'anglais, déclare par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent procès-verbal est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française, et qu'en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé avec le Notaire le présent acte.

Signé: B. REIMMEL, V. PIERLOT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 17 octobre 2008, Relation: LAC/2008/42169. — Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2008.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2008151148/211/121.

(080178755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Studio Création S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8436 Steinfort, 8, rue de Kleinbettingen.

R.C.S. Luxembourg B 55.491.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour STUDIO CREATION SA.

Référence de publication: 2008151444/1058/12.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00699. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Vavisto Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 67.615.

1. Le siège social de la Société est transféré du 23 avenue Monterey, L-2086 Luxembourg au 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg à compter de ce jour.

2. Il est pris acte de la modification des adresses professionnelles des Administrateurs comme suit:

- Monsieur Jean-Robert BARTOLINI, diplômé D.E.S.S., demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch à LUXEMBOURG (L-2086)

- Monsieur Serge KRANCENBLUM, diplômé en M.B.A., demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch à LUXEMBOURG (L-2086)

3. Il est pris acte du changement de siège social de la société FIN-CONTROLE S.A., Commissaire aux Comptes de la Société. Celui-ci est désormais situé au 12, rue Guillaume Kroll, Bâtiment F, L-1882 Luxembourg.

Le 28 août 2008.

Certifié conforme

VAVISTO HOLDING.S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008150203/795/23.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2008, réf. LSO-CW09732. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080176997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2008.

Vimarense S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4083 Esch-sur-Alzette, 370, boulevard Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 97.134.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour VIMARENSE SA

Référence de publication: 2008151474/1058/12.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00702. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Atik Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 129.026.

In the year two thousand and eight, on the eighteenth of the month of November.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting of the shareholder of the public limited company (société anonyme) "ATIK INVESTMENTS S.A.", hereinafter referred to as "the Company", with registered office in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, Grand Duchy of Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 129026, incorporated following a deed of the undersigned notary, on June 12, 2007, published in the Mémorial C number 1606 of July 31, 2007.

The meeting is declared open by Mr Paul MARX, docteur en droit, residing professionally in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, acting as chairman, and appointing Mrs Laetitia LENTZ, maître en droit, residing professionally in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as secretary of the meeting.

The meeting appoints as scrutineer Mr David SANA, maître en droit, residing professionally in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state:

(i) That the agenda of the meeting is the following:

1. Increase of the corporate capital to the extent of EUR 795,000.- in order to raise it from its current amount of EUR 31,000.- to EUR 826,000.- by the issue of 7,950 new shares with a nominal value of EUR 100.- each, vested with the same rights and obligations as the existing shares.

2. Subscription of the 7,950 new shares with a nominal value of EUR 100.- each by the sole shareholder, the private limited company NORTHERN CROWN INVESTMENTS SARL, with registered office at CH-1205 Geneva, (Switzerland), 15, boulevard des Philosophes, and full payment by the latter of said shares by contribution in kind to the extent of seven hundred and ninety five thousand Euro (EUR 795,000.-) of an unquestionable, liquid and enforceable claim owed by the Company, and deriving from a loan granted to the Company, consequently this claim will be cancelled to the extent of the amount of the contribution.

3. Subsequent amendment of the first paragraph of article 5 of the articles of association which will have henceforth the following wording: "The corporate capital is set at eight hundred and twenty six thousand Euro (EUR 826,000.-) divided into eight thousand two hundred and sixty (8,260) shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each."

(ii) That the sole shareholder, its proxy holder and the number of the shares held by it are shown on an attendance-list; this attendance-list after having been checked and signed "ne varietur" by the proxy holder of the sole shareholder, the bureau of the meeting and the notary, will be kept at the latter's office.

The proxy of the sole shareholder, after having been signed "ne varietur" by the appearing parties and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) That, the whole corporate capital being represented at the present meeting and the sole shareholder represented declaring that it has had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and can validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting took unanimously the following resolutions:

First resolution

The corporate capital is increased to the extent of seven hundred and ninety five thousand Euro (EUR 795,000.-) in order to raise it from its present amount of thirty one thousand Euro (EUR 31,000.-) to eight hundred and twenty six thousand Euro (EUR 826,000.-), by the issue of seven thousand nine hundred and fifty (7,950) new shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, vested with the same rights and obligations as the existing shares.

Subscription - Payment

The seven thousand nine hundred and fifty (7,950) new shares with a nominal value of one hundred Euro (100.-) each are subscribed by the sole shareholder, the private limited company NORTHERN CROWN INVESTMENTS SARL, with registered office at CH-1205 Geneva, (Switzerland), 15, boulevard des Philosophes, and are fully paid up by the latter by contribution in kind to the extent of seven hundred and ninety five thousand Euro (EUR 795,000.-) of an unquestionable, liquid and enforceable claim owed by the Company, and deriving from a loan granted to the Company, consequently this claim is cancelled to the extent of the amount of the contribution.

A valuation report has been drawn-up by the public limited company H.R.T. Révision S.A., R.C.S. Luxembourg B 51238, with its registered office in L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri, wherein the contribution has been described and valued.

The conclusion of this report is as follows:

"Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur de la créance à convertir en capital ne correspond pas au moins à 7.950 actions d'une valeur nominale de EUR 100,00 de ATIK INVESTMENTS S.A. à émettre en contrepartie."

The report, after having been signed "ne varietur" by the members of the board of the meeting and the undersigned notary, will be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The current shareholder represented by Mr Paul MARX, prenamed, by virtue of the proxy given under private seal.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolution, the first paragraph of article five of the articles of association is amended and will have henceforth the following wording:

" **Art. 5. (paragraph 1).** The corporate capital is set at eight hundred and twenty six thousand Euro (EUR 826,000.-) divided into eight thousand two hundred and sixty (8,260) shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges to be borne by the present deed are estimated at six thousand two hundred Euro.

Declaration

The undersigned notary who knows English and French, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in French followed by an English version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with the notary this original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le dix-huit novembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "ATIK INVESTMENTS S.A.", ci-après dénommée "la Société", avec siège social à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, Grand-Duché de Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 129026, constituée suivant acte par acte du notaire instrumentant, en date du 12 juin 2007, publié au Mémorial C numéro 1606 du 31 juillet 2007.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Paul MARX, docteur en droit, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Laetitia LENTZ, maître en droit, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur David SANA, maître en droit, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Le bureau de l'assemblée ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

(i) Que la présente assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social à concurrence de EUR 795.000,- pour le porter de son montant actuel de EUR 31.000,- à EUR 826.000,- par l'émission de 7.950 actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 100,- chacune, investies des mêmes droits et obligations que les actions existantes.

2. Souscription de 7.950 actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 100,- chacune par l'actionnaire unique, la société à responsabilité limitée NORTHERN GROWN INVESTMENTS SARL, avec siège social à CH-1205 Genève, (Suisse), 15, boulevard des Philosophes, et libération intégrale desdites actions par apport à concurrence de sept cent quatre-vingt-quinze mille Euros (EUR 795.000,-) d'une créance certaine, liquide et exigible due par la Société, et provenant d'un prêt consenti à la Société, ce qui entraînera l'annulation de la créance à concurrence du montant apporté.

3. Modification subséquente du premier alinéa de l'article 5 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

"Le capital social est fixé à huit cent vingt-six mille Euros (EUR 826.000,-) représenté par huit mille deux cent soixante (8.260) actions d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune."

(ii) Que l'actionnaire unique, son mandataire, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été contrôlée et signée "ne varietur" par le mandataire de l'actionnaire unique représenté ainsi que par les membres du bureau et le notaire, sera conservée à l'étude de celui-ci.

Restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement la procuration de l'actionnaire représenté, après avoir été signée "ne varietur" par les comparants et le notaire.

(iii) Que, l'intégralité du capital social étant représentée à la présente assemblée et l'actionnaire unique représenté se reconnaissant dûment convoqué et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.

Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

Le capital social est augmenté à concurrence de sept cent quatre-vingt-quinze mille Euros (EUR 795.000,-) pour le porter de son montant actuel de trente et un mille Euros (EUR 31.000,-) à huit cent vingt-six mille Euros (EUR 826.000,-), par l'émission de sept mille neuf cent cinquante (7.950) actions nouvelles d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune, investies des mêmes droits et obligations que les actions existantes.

Souscription - Paiement

Les sept mille neuf cent cinquante (7.950) actions nouvelles d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune sont souscrites par l'actionnaire unique, la société à responsabilité limitée "NORTHERN CROWN INVESTMENTS SARL", avec siège social à CH-1205 Genève, (Suisse), 15, boulevard des Philosophes, et libérées intégralement par apport d'une créance certaine, liquide et exigible à concurrence de sept cent quatre-vingt-quinze mille Euros (EUR 795.000,-)

due par la Société, et provenant d'un prêt consenti à la Société, ce qui entraîne l'annulation de la créance à concurrence du montant apporté.

Un rapport d'évaluation a été émis par la société anonyme H.R.T. Révision S.A., R.C.S. Luxembourg B 51238, avec siège social à L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri, par lequel les apports ont été décrits et évalués.

La conclusion de ce rapport est la suivante:

"Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur de la créance à convertir en capital ne correspond pas au moins à 7.950 actions d'une valeur nominale de EUR 100,00 de ATIK INVESTMENTS S.A. à émettre en contrepartie."

Le rapport, après avoir été signé "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte et sera soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'actionnaire unique actuel est représenté par Monsieur Paul MARX, pré-qualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Deuxième résolution

En conséquence de ce qui précède, le premier alinéa de l'article cinq des statuts se trouve modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 5. (alinéa 1^{er}).** Le capital social est fixé à huit cent vingt-six mille Euros (EUR 826.000,-) représenté par huit mille deux cent soixante (8.260) actions d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune."

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombent à la société sont évalués à six mille deux cents Euros.

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise et la langue française, déclare par la présente qu'à la demande des personnes comparantes ci-avant, le présent acte est rédigé en langue française suivi d'une version anglaise; à la demande des mêmes personnes comparantes, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: MARX - LENTZ - SANA - J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 27 novembre 2008. Relation GRE/2008/4714. — Reçu Trois mille neuf cent soixante-quinze euros 0,5%: 3.975,- €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 4 décembre 2008.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2008151763/231/165.

(080179598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

D&G Holding S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 120.738.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 19 novembre 2008.

Pour la Société

Signature

Un administrateur

Référence de publication: 2008151435/1337/16.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2008, réf. LSO-CW10007. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Dawn S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 128.349.

Extrait des décisions prises par le conseil d'administration de la Société en date du 1^{er} octobre 2008

1. Monsieur Philippe Toussaint a démissionné de son mandat d'administrateur de catégorie B de la Société.
2. Monsieur Eric Magrini a démissionné de son mandat d'administrateur de catégorie B de la Société.
3. Le conseil d'administration a décidé de coopter Monsieur Alexandre Moyret, Finance Manager, né le 17 avril 1974 à Clermont Ferrand, France, avec adresse professionnelle à 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, avec effet au 1^{er} octobre 2008 comme administrateur de catégorie B et jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société qui se tiendra en 2009.
4. Monsieur Mark Houston comptable, né le 22 décembre 1970 à Dunfermline, Royaume-Uni, avec adresse professionnelle au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, étant administrateur de catégorie A de la Société a été nommé président du conseil d'administration.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2008.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2008150890/260/23.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00541. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080177768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2008.

Pyrite S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 112.156.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 novembre 2008.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008151502/6390/16.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04802. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Central Europe Private Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 125.298.

Suite à la résolution prise par le Conseil D'Administration en date du 27 octobre 2008, les modifications suivantes sont à enregistrer:

- Le siège social de la société sera transféré de l'ancienne adresse 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg à la nouvelle adresse 13 - 15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, et ceci à partir du 3 novembre 2008.

- Le siège social du gérant unique, ATC Management (Luxembourg) S.à r.l., sera transféré de 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg à la nouvelle adresse 13 - 15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, et ceci à partir du 3 novembre 2008.

- L'adresse professionnelle des Administrateurs suivants,

Johan Dejans

Richard Brekelmans

Paul Lamberts

sera transférée de 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg à la nouvelle adresse 13 - 15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg et ceci à partir du 3 novembre 2008.

Luxembourg, 17 novembre 2008.

Richard Brekelmans / Johan Dejangs.

Référence de publication: 2008148363/751/23.

Enregistré à Luxembourg, le 24 novembre 2008, réf. LSO-CW07914. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080174708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2008.

CCP Acquisition Holdings Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 134.128.

—
Extrait des résolutions des associés prises en date du 13 novembre 2008

Les associés de la Société ont décidé comme suit:

- d'accepter la démission de:

* Mademoiselle Lucinda CLIFTON-BRYANT de sa fonction de Gérant de catégorie B et ce avec effet immédiat;

- de nommer:

* Madame Elena MORRISOVA ayant son adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg en qualité de Gérant de catégorie B de la société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

* Monsieur Jeffrey Harold ARONSON ayant son adresse professionnelle au 375 Park Avenue, 12^e étage, New York, NY 10152, Etats-Unis d'Amérique en qualité de Gérant de catégorie A de la société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 13 novembre 2008.

Pour extrait analytique conforme

Jacques de Patoul

Gérant

Référence de publication: 2008150796/9168/23.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2008, réf. LSO-CW09759. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080177509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2008.

Kinglet Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 138.030.

—
EXTRAIT

Le 11 novembre 2008, suivant contrat de cession d'actions, Monsieur William Patrick Bolster, résidant à Heathfield House, Newtown, Tramore, Co Waterford, Irlande a cédé 1 (une) action qu'il détenait dans le capital de la Société à la société KINGLET DEVELOPMENTS IRELAND LIMITED, une société constituée et existant sous les lois d'Irlande, établie et ayant son siège social à Heathfield House, Newtown, Tramore Co Waterfront, et enregistrée au Registre de Commerce de Dublin (Irlande) sous le numéro 421350.

Le 11 novembre 2008, suivant contrat de cession d'actions, Monsieur Gerard James Norris, résidant à Main Street, Piltown, Co Kilkenny, Irlande, a cédé 1 (une) action qu'il détenait dans le capital de la Société à la société KINGLET DEVELOPMENTS IRELAND LIMITED.

Il résulte de cette cession d'actions que KINGLET DEVELOPMENTS IRELAND LIMITED est désormais l'actionnaire unique de la Société.

Luxembourg, le 12 novembre 2008.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008150882/296/23.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX00802. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080177920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2008.

La Chamade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 1, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 88.099.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LA CHAMADE SA.

Référence de publication: 2008151449/1058/12.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00692. - Reçu 14,0 euros.*Le Receveur (signé): G. Reuland.*(080178355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.**Lyuba S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 107.805.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008151469/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00301. - Reçu 32,0 euros.*Le Receveur (signé): G. Reuland.*(080178190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.**Dianthus Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 83.026.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008151470/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00304. - Reçu 32,0 euros.*Le Receveur (signé): G. Reuland.*(080178189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.**CCP Holdings III - End S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 140.631.

Extrait des résolutions des associés prises en date du 13 novembre 2008

Les associés de la Société ont décidé comme suit:

- d'accepter la démission de:

* Mademoiselle Lucinda CLIFTON-BRYANT de sa fonction de Gérant de catégorie B et ce avec effet immédiat;

- de nommer:

* Madame Elena MORRISOVA ayant son adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg en qualité de Gérant de catégorie B de la société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

* Monsieur Jeffrey Harold ARONSON ayant son adresse professionnelle au 375 Park Avenue, 12^e étage, New York, NY 10152, Etats-Unis d'Amérique en qualité de Gérant de catégorie A de la société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

142007

Luxembourg, le 13 novembre 2008.
Pour extrait analytique conforme
Jacques de Patoul
Gérant

Référence de publication: 2008150793/9168/23.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2008, réf. LSO-CW09754. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080177440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2008.

Casalva S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 100.186.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 novembre 2008.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008151503/6390/16.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04804. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

WWW.Salle de Vente.Lu S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4176 Esch-sur-Alzette, rue Jos Kieffer.

R.C.S. Luxembourg B 70.082.

Le bilan au 31.12.2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 4 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008151499/670/12.

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 2007, réf. LSO-CL07317. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Raiffeisen Capital Management Luxembourg SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 143.336.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendacht, am fünfundzwanzigsten November.

Vor dem unterzeichneten Jean-Joseph WAGNER, Notar mit dem Amtswohnsitz in Sassenheim, Großherzogtum Luxemburg,

ist erschienen:

1) Die Gesellschaft „Raiffeisen Kapitalanlage-Gesellschaft m.b.H.“, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung bestehend und gegründet nach österreichischem Recht mit Sitz in A-1010 Wien, Schwarzenbergplatz 3 (Österreich);

2) Die Gesellschaft „Raiffeisen International Fund Advisory GmbH“, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung bestehend und gegründet nach österreichischem Recht mit Sitz in A-1010 Wien, Schwarzenbergplatz 3 (Österreich);

Die Erschienenen sind hier vertreten durch:

Herrn Christoph SCHAEFERS, Bankangestellter, beruflich wohnhaft in Esch/Alzette,

auf Grund von zwei (2) privatschriftlichen Vollmachten, die am 24. November 2008 in Wien (Österreich) ausgestellt wurden.

Diese Vollmachten bleiben, nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch die Vollmachtnehmerin und den amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Erschienenen, vertreten wie vorerwähnt, erklären eine Aktiengesellschaft in Form einer Gesellschaft mit variablem Kapital "SICAV" zu errichten, welcher sie folgende Satzung zu Grunde legen:

Die Gesellschaft

Art. 1. Es wird hierdurch zwischen den Unterzeichnern und allen Eignern der danach ausgegebenen Gesellschaftsanteile eine Gesellschaft in der Form einer Aktiengesellschaft gegründet, die eine "Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital" ("SICAV") unter dem Namen "Raiffeisen Capital Management Luxemburg SICAV" ("die Gesellschaft") darstellt.

Dauer

Art. 2. Die Gesellschaft wird für eine unbegrenzte Dauer gegründet. Sie kann jederzeit durch einen Beschluss der Gesellschafter aufgelöst werden, der in der Form erfolgt, die gemäß nachstehendem Artikel 33 für Satzungsänderungen vorgeschrieben ist.

Gegenstand

Art. 3. Der ausschließliche Gegenstand der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens zum Zwecke der Risikostreuung und um den Gesellschaftern (auch "Aktionäre" oder "Anteilseigner") das Ergebnis der Verwaltung der Anlagevermögen zukommen zu lassen. Die Gesellschaft kann jede Maßnahme treffen und Geschäfte durchführen, die sie als zur Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks nützlich erachtet, in dem Umfange, wie es das Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen bzw. jede spätere Fassung desselben (das "Gesetz vom 20. Dezember 2002") erlaubt.

Geschäftssitz

Art. 4. Der Geschäftssitz der Gesellschaft wird in der Stadt Luxemburg, im Großherzogtum Luxemburg, errichtet. Zweigniederlassungen oder andere Repräsentanzen können entweder in Luxemburg oder im Ausland durch Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft ("der Verwaltungsrat") errichtet werden.

Falls der Verwaltungsrat entscheidet, dass Ereignisse politischer, militärischer Natur oder höherer Gewalt geschehen sind oder unmittelbar bevorstehen, die außerhalb der Kontrolle des Verwaltungsrates sind und welche die normalen Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Geschäftssitz oder den laufenden Kontakt mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Geschäftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese außerordentlichen Umstände beendet sind. Derartige vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die, unbeschadet der vorübergehenden Verlegung ihres Geschäftssitzes, eine Luxemburger Gesellschaft bleiben wird.

Gesellschaftskapital — Anteile

Art. 5.

(1) Das Gesellschaftskapital ist durch Anteile ohne Nennwert ("Anteile") dargestellt, die zusammen jederzeit dem Netto-Inventarwert der Gesellschaft entsprechen, wie in der Folge definiert.

(2) Das Gründungskapital der Gesellschaft beträgt dreiunddreißigtausend Euro (EUR 33.000,-), vertreten durch dreihundertdreißig (330) Aktien der Gesellschaft ohne Nennwert.

Das Mindestkapital der Gesellschaft entspricht einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-) und muß innerhalb von sechs Monaten nach dem Datum der Eintragung der Gesellschaft in Luxemburg in das amtliche Verzeichnis der Organismen für gemeinsame Anlagen erreicht werden.

(3) Der Verwaltungsrat ist ohne Einschränkung berechtigt, jederzeit Anteile zum Ausgabepreis pro Anteil gemäß Artikel 28 auszugeben, ohne den bestehenden Gesellschaftern der Gesellschaft ein Anrecht auf die neu auszugebenden Anteile zu gewähren. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann jedem seiner Mitglieder oder einem Geschäftsführer der Gesellschaft oder jeder rechtmäßig ermächtigten Person die Befugnis und Pflicht übertragen, Zeichnungen anzunehmen und Zahlung für solche neuen Anteile entgegenzunehmen und diese auszuhändigen.

(4) Solche Anteile können gemäß Beschluss des Verwaltungsrates verschiedenen Anlagevermögen ("Teilfonds") angehören und ebenfalls nach Beschluss des Verwaltungsrates in unterschiedlichen Währungen notiert sein. Der Verwaltungsrat kann außerdem bestimmen, daß innerhalb eines Teilfonds eine oder mehrere Klassen von Anteilen ("Anteilklassen") mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden, wie z.B. eine spezifische Ausschüttungs- oder Thesaurierungspolitik, eine spezifische Gebührenstruktur oder andere spezifischen Merkmale wie jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im Verkaufsprospekt der Gesellschaft beschrieben.

Der Erlös der Ausgabe von Anteilen eines Teilfonds wird gemäß Artikel 3 dieser Satzung in solche zulässigen Anlagenwerte investiert, die den geographischen Regionen, Industriesektoren, Währungsgebieten entsprechen und die Vorschriften betreffend spezieller Formen von Aktien oder festverzinslichen Wertpapieren berücksichtigen, die der Verwaltungsrat für die betreffenden Teilfonds bestimmt.

(5) Die Gesellschaft kann von Zeit zu Zeit Gratisanteile ausgeben, wobei der Netto-Inventarwert pro Anteil dann auf dem Wege eines Splits verkleinert wird.

(6) In Übereinstimmung mit den anwendbaren Gesetzen ist die Gesellschaft jederzeit dazu berechtigt, als Gegenstück zur Einbringung von Vermögenssachwerten voll eingezahlte Anteile auszugeben, vorausgesetzt, diese Vermögenssachwerte entsprechen den Anlagebeschränkungen des oder der betreffenden Teilfonds. Der Wert solcher Vermögenssachwerte wird durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft anhand eines speziellen Prüfungsberichts und in Übereinstimmung mit den Grundsätzen, die bei der Berechnung des Netto-Inventarwertes des Vermögens der Gesellschaft angewandt werden, festgelegt.

(7) Die konsolidierte Bilanz der Gesellschaft ist in Euro ausgedrückt. Zur Bestimmung des Gesellschaftskapitals werden die Netto-Inventarwerte jedes Teilfonds oder jeder Anteilklasse, die nicht in Euro ausgedrückt sind, in Euro umgerechnet, so dass das Gesellschaftskapital der Summe aller Netto-Inventarwerte aller Teilfonds bzw. Anteilklassen ausgedrückt in Euro entspricht.

(8) Sollte das Nettovermögen der Gesellschaft auf weniger als zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals fallen, ist der Verwaltungsrat verpflichtet, einer innerhalb von 40 Tagen einzuberufenden Hauptversammlung der Anteilseigner die Frage einer Auflösung der Gesellschaft zu unterbreiten. Die Hauptversammlung entscheidet ohne Quorum über die Frage der Auflösung mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteile.

(9) Sollte das Nettovermögen der Gesellschaft auf weniger als ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals fallen, ist der Verwaltungsrat der Gesellschaft verpflichtet, auf einer ebenso einzuberufenden Hauptversammlung der Anteilinhaber die Frage einer Auflösung der Gesellschaft zu unterbreiten. Die Auflösung kann dann ohne Quorum durch ein Viertel der Stimmen der an der Hauptversammlung anwesenden oder vertretenen Anteilinhaber beschlossen werden.

Inhaber- und Namensanteile

Art. 6.

(1) Der Verwaltungsrat kann entscheiden, Namens- oder Inhaberanteile auszugeben. Zertifikate für Inhaberanteile werden in vom Verwaltungsrat zu beschließenden Stückelungen ausgegeben. Zertifikate über ausschüttende Anteile in Inhaberform müssen mit Ertragsscheinen versehen sein. Wenn ein Eigner von Inhaberanteilen die Zusendung oder den Austausch seiner Zertifikate in diejenigen eines anderen Teilfonds oder einer anderen Anteilklasse, bzw. den Umtausch in Namensanteile (oder umgekehrt) wünscht, werden ihm die üblichen Gebühren belastet.

(2) Im Falle von Namensanteilen, oder wenn der Verwaltungsrat beschließt, dass die Eigner eines Teilfonds oder einer Anteilklasse keine Zertifikate erhalten oder wenn ein Anteilseigner keine Zertifikate zu erhalten wünscht, wird dem Anleger statt dessen eine Bestätigung seines Anteilsbesitzes zugestellt. Wünscht ein Eigner eines Namensanteils, dass ihm Anteilzertifikate oder eine Bestätigung für seine Anteile ausgestellt und zugesandt wird, werden ihm die üblichen Gebühren belastet.

(3) Bei Namensanteilen können generell Bruchteile von Anteilen ausgegeben, welche auf drei Stellen hinter dem Komma auf- oder abgerundet werden. Bei Inhaberanteilen werden keine Bruchteile ausgegeben.

(4) Anteilzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder einem Verwaltungsratsmitglied und einem rechtmäßig vom Verwaltungsrat dazu ermächtigten Bevollmächtigten unterzeichnet.

(5) Unterschriften des Verwaltungsrates können entweder von Hand, in gedruckter Form oder als Faksimile geleistet werden. Die Unterschrift eines Bevollmächtigten ist handschriftlich zu leisten.

(6) Die Gesellschaft kann vorübergehend Anteilzertifikate in einer Form ausstellen, die der Verwaltungsrat jeweils beschließen wird.

(7) Anteile werden nach Annahme der Zeichnung und vorbehaltlich der Zahlung des Ausgabepreises (gemäß Artikel 28) ausgegeben. Die Übertragung der Anteile in entsprechender Höhe an den Zeichner erfolgt innerhalb banküblicher Fristen nach Eingang des vollständigen Ausgabepreises bei der Depotbank.

(8) Zahlungen von Dividenden an Anteilseigner erfolgen, soweit es sich um ausschüttende Namensanteile handelt, an ihre Anschrift im Gesellschaftsregister ("Aktienregister") oder an jene Anschrift, die dem Verwaltungsrat schriftlich angegeben worden ist. Bezüglich ausschüttender Inhaberanteile erfolgt die Zahlung von Dividenden gegen Vorlage des jeweiligen Ertragsscheins bei den von der Gesellschaft benannten Zahlstellen.

(9) Eine Dividende, die erklärt, aber nicht auf einen ausschüttenden Inhaberanteil ausbezahlt wurde, insbesondere wenn kein Ertragsschein vorgelegt wird, kann nach Ablauf eines Zeitraums von fünf Jahren ab der hierfür erfolgten Zahlungserklärung, vom Eigner eines solchen Anteils nicht mehr eingefordert werden und wird dem jeweiligen Teilfonds der Gesellschaft gutgeschrieben. Auf erklärte Dividenden werden vom Zeitpunkt ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

(10) Sämtliche ausgegebenen Namensanteile der Gesellschaft werden im Aktienregister eingetragen, das von der Gesellschaft oder durch eine oder mehrere Personen geführt wird, die hierzu vom Verwaltungsrat ernannt werden. Dieses Aktienregister soll den Namen jedes Eigners von Namensanteilen, seinen Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt, (im Falle gemeinsam gehaltener Anteile nur die Adresse des im Zeichnungsantrag Erstgenannten) und die Anzahl der von ihm gehaltenen Anteile enthalten. Jede Übertragung und Rückgabe eines Namensanteils muss in das Aktienregister eingetragen werden, nach Zahlung einer üblichen Gebühr, die vom Verwaltungsrat für eine derartige Registrierung in Bezug auf den Rechtsanspruch auf den Anteil festgelegt wird.

(11) Anteile sind frei von Beschränkungen der Übertragungsrechte und Ansprüchen zu Gunsten der Gesellschaft.

(12) Die Übertragung von Inhaberanteilen erfolgt durch die Aushändigung der entsprechenden Anteilscheine.

(13) Die Übertragung von Namensanteilen erfolgt durch Eintragung in das Aktienregister anlässlich der Aushändigung des/der Zertifikate/s über diese Anteile (soweit ausgegeben) zusammen mit solchen Dokumenten für die Übertragung, die der Gesellschaft notwendig erscheinen.

(14) Jeder Eigner eines Namensanteils muss der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen. Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft an den Anteilseigner können an jene Adresse geschickt werden, die in das Aktienregister eingetragen wurde. Im Falle von Miteigentümern an Anteilen wird lediglich die Anschrift des Erstzeichners im Aktienregister eingetragen und alle Mitteilungen werden an diese Anschrift gesandt. Falls ein Anteilseigner eine solche Anschrift nicht mitteilt, kann die Gesellschaft beschließen, dass eine entsprechende Notiz in das Aktienregister eingetragen wird und dass angenommen wird, die Anschrift des Anteilseigners befände sich am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einer anderen Adresse, wie von der Gesellschaft beschlossen, bis der Anteilseigner der Gesellschaft eine andere Anschrift mitgeteilt hat. Der Anteilseigner kann zu jeder Zeit seine in dem Aktien Register eingetragene Anschrift korrigieren, durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft an deren Geschäftssitz oder an eine Anschrift, gemäß Bestimmung der Gesellschaft.

(15) Falls infolge einer von einem Zeichner gemachten Zahlung die Ausgabe von Bruchteilsanteilen erforderlich bzw. vorgesehen ist, ist ein solcher Bruchteil in das Aktienregister einzutragen. Dieser Bruchteil beinhaltet keine Stimmbeziehung, jedoch berechtigt er, in dem Umfang wie von der Gesellschaft festgelegt, zu einem entsprechenden Anteil an der Dividende und am Liquidationserlös. Bei Inhaberanteilen werden nur Anteilscheine, die volle Anteile darstellen, ausgegeben. Ferner kann die Gesellschaft bestimmen, für einen Teilfonds oder eine Anteilsklasse bei Namensanteilen nur volle Anteile auszugeben.

(16) Für Inhaber- und Namensanteile können auch Sammelurkunden ausgestellt und die Lieferung effektiver Stücke kann ausgeschlossen werden.

Verlorene und zerstörte Zertifikate

Art. 7. Falls ein Eigner von Inhaberanteilen der Gesellschaft in zufriedenstellender Art nachweisen kann, dass sein Anteilschein verlegt, beschädigt oder zerstört ist, kann, auf sein Verlangen ein Duplikat des Anteilscheins unter den Bedingungen und Gewährleistungen ausgestellt werden, wie die Gesellschaft bestimmt, einschließlich, jedoch nicht beschränkt auf eine Garantieerklärung von einer Versicherungsgesellschaft. Mit der Ausgabe eines neuen Anteilscheins, mit dem Vermerk "Duplikat", wird der ursprüngliche Anteilschein, an dessen Stelle der neue ausgegeben worden ist, ungültig. Die Gesellschaft ist berechtigt, nach ihrem Gutdünken, dem Anteilseigner die Kosten für die Beschaffung eines Duplikats oder die Ausstellung eines neuen Anteilzertifikates als Ersatz für den verlegten, beschädigten oder zerstörten Anteilschein zu belasten.

Einschränkung des Anteilbesitzes

Art. 8.

(1) Der Verwaltungsrat hat das Recht, die Einschränkungen (außer Einschränkung der Übertragung von Anteilen) zu erlassen, die er für notwendig erachtet, um sicherzustellen, dass keine Anteile der Gesellschaft oder Anteile eines Teilfonds und/oder einer Anteilsklasse von einer Person (im folgenden "ausgeschlossene Person" genannt) erworben oder gehalten werden:

- (a) welche die Gesetze oder Vorschriften eines Landes und/oder behördliche Verfügungen verletzt; oder
- (b) deren Anteilsbesitz nach Meinung des Verwaltungsrats dazu führt, dass die Gesellschaft Steuerverbindlichkeiten bzw. andere finanzielle Nachteile erleidet, die sie ansonsten nicht erlitten hätte oder erleiden würde.

(2) Die Gesellschaft kann dementsprechend den Erwerb und Besitz von Gesellschaftsanteilen durch eine ausgeschlossene Person einschränken oder untersagen. Hierfür kann die Gesellschaft:

(a) die Ausgabe von Anteilen oder die Registrierung von Anteilübertragungen ablehnen, bis sie sich vergewissert hat, ob die Ausgabe oder die Registrierung nicht dazu führen könnte, dass dadurch ein rechtliches oder wirtschaftliches Eigentum an solchen Anteilen durch eine Person begründet würde, die vom Besitz von Gesellschaftsanteilen ausgeschlossen ist;

(b) jederzeit von jeder namentlich registrierten Person verlangen, der Gesellschaft alle Angaben zu liefern, welche die Gesellschaft für notwendig erachtet zwecks Klärung der Frage, ob diese Anteile rechtlich oder wirtschaftlich im Eigentum einer Person stehen oder stehen werden, die vom Besitz von Gesellschaftsanteilen ausgeschlossen ist;

(c) falls die Gesellschaft der Überzeugung ist, dass eine ausgeschlossene Person, entweder allein oder in Gemeinschaft mit einer anderen Person, rechtlicher oder wirtschaftlicher Eigner der Anteile ist, und falls diese Person die Anteile nicht einer berechtigten Person überträgt, Anordnung der zwangsweisen Veräußerung all dieser von einer ausgeschlossenen Person gehaltenen Anteile nach folgenden Modalitäten verlangen:

(i) Die Gesellschaft wird dem Anteilseigner, der als Eigner der erworbenen Anteile gilt, eine Aufforderung zustellen (nachstehend "Rücknahmeaufforderung" genannt), wobei sie, wie oben beschrieben, die zurückzukaufenden Anteile, den für diese Anteile zu zahlenden Preis und den Ort, wo der Rücknahmepreis dieser Anteile zahlbar ist, bestimmt. Jede solche Rücknahmeaufforderung kann einem solchen Anteilseigner auf dem Postweg zugestellt werden, durch frankierten Einschreibebrief an seine zuletzt bekannte oder im Aktienregister der Gesellschaft eingetragene Anschrift. Der Anteilseigner ist daraufhin verpflichtet, der Gesellschaft den oder die Anteilscheine, auf die sich die Rücknahmeaufforderung bezieht, zurückzugeben. Unmittelbar nach Geschäftsschluss am Tag, der in der Rücknahmeaufforderung genannt ist, ver-

liert der Anteilseigner sein Eigentumsrecht an den in der Rücknahmeaufforderung genannten Anteilen und sein Name wird im Aktienregister gelöscht.

(ii) Der Preis (nachstehend "Rücknahmepreis" genannt), zu dem die genannten Anteile gemäß Rücknahmeaufforderung gekauft werden, ist der Betrag, der dem Netto-Inventarwert der Anteile je Teilfonds oder Anteilsklasse entspricht, wie er in Übereinstimmung mit Artikel 27 dieser Satzung berechnet wird, abzüglich einer entsprechenden Rücknahmegebühr und/oder Handelsgebühr gemäß Artikel 28.

(iii) Die Zahlung des Rücknahmepreises wird dem Eigner solcher Anteile in der Währung der jeweiligen Teilfonds oder -kategorie geleistet und wird durch die Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder bei einer anderen Zahlstelle (wie in der Rücknahmeaufforderung festgehalten) zur Zahlung gegen Aushändigung des Anteilscheins oder der Zertifikate, welche die Anteile beurkunden, wie sie in der Rücknahmeaufforderung benannt sind oder gegen Aushändigung von Zertifikaten, die Namensanteile verkörpern, wenn solche Zertifikate ausgegeben worden sind, hinterlegt. Nach Hinterlegung dieses Rücknahmepreises, verliert die Person die Rechte, die sie, wie in der Rücknahmeaufforderung aufgeführt, innehat sowie alle weiteren Rechte an den Anteilen, oder jegliche Forderungen gegen die Gesellschaft oder deren Vermögenswerte.

(iv) Die Ausübung durch die Gesellschaft der ihr gemäß diesem Artikel zustehenden Rechte kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder als ungültig angesehen werden, dass kein ausreichender Nachweis des Eigentumsrechts von Anteilen einer Person vorgelegen habe, oder dass der tatsächliche Eigner von Anteilen ein anderer gewesen sei, als es gegenüber der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahmeaufforderung erschien, vorausgesetzt, dass in jedem Falle die besagten Rechte durch die Gesellschaft in gutem Glauben ausgeübt worden sind.

(d) die Stimmabgabe an einer Gesellschafterversammlung durch eine ausgeschlossene Person ablehnen.

Rechte der Gesellschafterversammlung

Art. 9.

(1) Jede ordnungsgemäß abgehaltene Gesellschafterversammlung stellt das oberste Organ der Gesellschaft dar. Deren Beschlüsse sind für alle Gesellschafter verbindlich, unabhängig von dem Teilfonds oder der Anteilsklasse, die von denselben gehalten werden, soweit diese Beschlüsse nicht in die Rechte der getrennten Gesellschafterversammlung der Anteilseigner eines bestimmten Teilfonds oder eines bestimmten Anteilsklasse gemäß den nachfolgenden Bestimmungen eingreifen.

(2) Die Gesellschafterversammlung hat die weitgehendsten Befugnisse, alle Rechtshandlungen, die sich auf die allgemeinen Geschäfte der Gesellschaft beziehen, anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Hauptversammlung

Art. 10.

(1) Die jährliche Hauptversammlung der Gesellschafter wird in Übereinstimmung mit dem luxemburgischen Recht am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung genannten Ort in Luxemburg abgehalten. Diese findet am ersten Montag des Monats April jeden Jahres, um 15.00 Uhr statt. Falls dieser Tag kein Bankgeschäftstag in Luxemburg ist, wird die Hauptversammlung am nächstfolgenden Bankgeschäftstag in Luxemburg abgehalten. Die Hauptversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls außergewöhnliche Umstände dies nach Ermessen des Verwaltungsrats erforderlich machen.

(2) Andere Gesellschafterversammlungen können an dem Ort und zu dem Zeitpunkt abgehalten werden, die in der entsprechenden Einladung genannt werden.

Getrennte Gesellschafterversammlung

(3) Getrennte Gesellschafterversammlungen der Anteilseigner eines bestimmten Teilfonds oder bestimmten Anteilsklasse können auf Antrag des Verwaltungsrats einberufen werden. Für die Beschlussfähigkeit und Abstimmungen gelten die in Artikel 11 niedergelegten Grundsätze sinngemäß. Eine getrennte Gesellschafterversammlung kann bezüglich der betreffenden Teilfonds oder Anteilsklassen über alle Angelegenheiten beschließen, wie zum Beispiel die Ausschüttung von Dividenden eines bestimmten Teilfonds oder einer bestimmten Anteilsklasse, die laut Gesetz oder dieser Satzung nicht der Hauptversammlung oder dem Verwaltungsrat vorbehalten sind. Beschlüsse von getrennten Gesellschafterversammlungen dürfen nicht in die Rechte von Anteilseignern anderer Teilfonds oder Anteilsklassen, oder in die Rechte und Kompetenzen der Hauptversammlung oder des Verwaltungsrats eingreifen.

Beschlussfähigkeit und Abstimmung

Art. 11.

(1) Die gesetzlichen Fristen und Formalitäten gelten für die Einberufung von Gesellschaftsversammlungen oder von getrennten Gesellschafterversammlungen von Anteilseignern eines oder mehrerer Teilfonds oder Anteilsklassen.

(2) Jeder ganze Anteil eines Teilfonds oder einer Anteilsklasse hat, unabhängig vom Netto-Inventarwert des jeweiligen Anteils, das Recht auf eine Stimme, vorbehaltlich der durch diese Satzung auferlegten Einschränkungen.

(3) Ein Anteilseigner kann an jeder Gesellschafterversammlung selbst teilnehmen oder sich mittels einer in Schriftform oder durch Telegramm, Fernschreiben oder Fernkopierer erteilten Vollmacht durch einen anderen Anteilseigner oder durch eine andere Person vertreten lassen.

(4) Unter Vorbehalt anderslautender gesetzlicher oder satzungsgemäßer Bestimmungen werden Beschlüsse auf einer ordnungsgemäß einberufenen Gesellschafterversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden oder durch Vollmacht vertretenen und abgegebenen Stimmen gefasst. Der Verwaltungsrat kann alle weiteren Bedingungen festlegen, die durch die Anteilseigner zu erfüllen sind, um an einer Gesellschafterversammlung teilnehmen zu können.

Einladungen

Art. 12. Die Gesellschafterversammlungen werden durch den Verwaltungsrat mittels Einladung einberufen, die Tagesordnung enthält. Diese erfolgt wenigstens 8 Tage vorher durch einen an die Eigner von Namensanteilen geschickten Brief. Falls Inhaberanteile ausgegeben sind, muss die Einberufung in Luxemburg im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg ("Mémorial"), in einer Luxemburger Zeitung sowie in einer oder mehreren anderen Zeitungen in all jenen Ländern, wo Anteile öffentlich vertrieben werden, nach Wahl des Verwaltungsrats veröffentlicht werden.

Der Verwaltungsrat

Art. 13.

(1) Die Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei Mitgliedern zusammensetzt, die nicht Gesellschafter zu sein brauchen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Gesellschafter für eine Dauer von maximal 6 Jahren gewählt und sind wiederwählbar. Sollte die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds infolge von Tod, Rücktritt oder in sonstiger Weise nicht mehr besetzt sein, können die verbliebenen Verwaltungsratsmitglieder auf dem Weg der Nachwahl mit einfacher Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das die unbesetzte Stelle bis zur nächsten Hauptversammlung besetzen wird.

(2) Ein Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit mit oder ohne Grund durch Gesellschafterbeschluss abberufen und/oder ersetzt werden.

(3) Auf der Hauptversammlung kann nur eine Person, die dem Verwaltungsrat bis zu diesem Zeitpunkt angehörte, als Mitglied des Verwaltungsrates gewählt werden, es sei denn

(a) diese andere Person wird vom Verwaltungsrat zur Wahl vorgeschlagen oder

(b) ein Gesellschafter, der bei der anstehenden Gesellschafterversammlung, die den Verwaltungsrat bestimmt, voll stimmberechtigt ist, unterbreitet dem Vorsitzenden — oder wenn dies unmöglich sein sollte, einem anderen Verwaltungsratsmitglied — schriftlich nicht weniger als sechs und nicht mehr als 30 Tage vor dem für die Gesellschafterversammlung vorgesehenen Datum seine Absicht, eine andere Person als seiner selbst zur Wahl oder zur Wiederwahl vorzuschlagen, zusammen mit einer schriftlichen Bestätigung dieser Person, sich zur Wahl stellen zu wollen, **WOBEI JEDOCH** der Vorsitzende der Gesellschafterversammlung unter der Voraussetzung einstimmiger Zustimmung aller anwesenden Gesellschafter den Verzicht auf die oben aufgeführten Erklärungen beschließen kann und die solcherweise nominierte Person zu Wahl vorschlagen kann.

Delegation

(4) Der Verwaltungsrat ist berechtigt, seine Vollmachten zur Führung des Tagesgeschäftes und der Angelegenheiten der Gesellschaft sowie der Umsetzung der täglichen Anlagepolitik an natürliche Personen oder Körperschaften, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen, zu delegieren. Er kann unter eigener Verantwortung einen oder mehrere Fondsmanager oder eine Verwaltungsgesellschaft im Sinne von Kapitel 13 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 bestellen und diesen die Verwaltung des Gesellschaftsvermögens übertragen.

Vergütung des Verwaltungsrats

(5) Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

Interne Organisation des Verwaltungsrats

Art. 14.

(1) Der Verwaltungsrat wird aus seiner Mitte einen Vorsitzenden, sowie gegebenenfalls einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht und für die Protokolle der Verwaltungsratssitzung und der Hauptversammlung verantwortlich ist.

(2) Eine Sitzung des Verwaltungsrats kann durch den Vorsitzenden oder durch zwei Mitglieder an den in der Einladung angegebenen Sitzungsort unter Angabe der Tagesordnung einberufen werden.

(3) Ist ein Vorsitzender gewählt, so führt er den Vorsitz der Verwaltungsratssitzungen. In seiner Abwesenheit ernennen die Verwaltungsratsmitglieder eine andere Person zum vorübergehenden Vorsitzenden durch Mehrheitsbeschluss der Anwesenden.

(4) Einladungen zu den Sitzungen des Verwaltungsrats erfolgen schriftlich, telegraphische oder per Telefax an alle Mitglieder mindestens 24 Stunden vor Beginn einer solchen Sitzung, mit Ausnahme dringender Umstände, in welchem Falle diese in der Einladung anzuführen sind. Auf Grund von Zustimmungserklärungen aller Verwaltungsratsmitglieder

kann auf ein Einberufungsschreiben verzichtet werden. Eine Einladung ist ferner nicht erforderlich für Sitzungen, deren Daten durch Verwaltungsratsbeschluss im Voraus festgelegt worden sind.

(5) Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich bei einer Verwaltungsratssitzung durch ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats mittels einer Vollmacht in Schriftform oder durch Telegramm, Fernschreiber oder Fernkopierer vertreten lassen.

(6) Der Verwaltungsrat ist nur bei einer ordnungsgemäß erfolgten Einberufung der Sitzung beschlussfähig. Einzelne Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch ihre individuellen Handlungen verpflichten, außer wenn sie durch einen speziellen Verwaltungsratsbeschluss dazu ermächtigt sind.

(7) Vorbehaltlich der nachfolgenden Ausnahmen, kann der Verwaltungsrat nur rechtsgültig beraten oder beschließen, wenn mindestens zwei seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind, wobei eine Teilnahme über Telefonverbindung gestattet ist. Beschlüsse werden durch die Mehrheit der Stimmen der an einer Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Der Vorsitzende des Verwaltungsrats hat bei Stimmgleichheit den Stichentscheid.

(8) Die Verwaltungsratsmitglieder können auch auf dem Zirkularwege (Rundschreiben) einen Beschluss herbeiführen, durch schriftliche Zustimmung auf einer oder mehreren gleichlautenden Urkunden.

(9) Der Verwaltungsrat kann einen Geschäftsführer und einen stellvertretenden Geschäftsführer sowie weitere Organe oder sonstige Bevollmächtigte ernennen, wie es für die Geschäfte und die Verwaltung der Gesellschaft notwendig erscheint. Derartige Ernennungen können zu jeder Zeit vom Verwaltungsrat zurückgenommen werden.

(10) Die Geschäftsführer brauchen nicht Mitglieder des Verwaltungsrats oder Gesellschafter zu sein. Die so ernannten Geschäftsführer erhalten die Vollmachten und Pflichten, die ihnen vom Verwaltungsrat in seinem Beschluss übertragen werden. Der Verwaltungsrat kann Vollmacht für die tägliche Führung der Gesellschaft und die Umsetzung der Geschäftspolitik der Geschäftsführung an natürliche oder juristische Personen übertragen, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrats sein müssen. Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen auch seine Vollmachten, Kompetenzen und Entscheidungsspielräume auf ein Gremium übertragen, das aus von ihm ernannten Personen (gleich ob Verwaltungsratsmitglieder oder nicht) besteht.

Protokolle der Verwaltungsratssitzungen

Art. 15. Die Protokolle jeder Verwaltungsratssitzung werden durch den Vorsitzenden derselben und ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder durch den Sekretär des Verwaltungsrats unterzeichnet. Abschriften oder Auszüge solcher Protokolle, die für Rechtsverfahren oder für andere Rechtszwecke erstellt werden, sind durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder oder durch den Sekretär des Verwaltungsrates zu unterzeichnen.

Festlegung der Anlagepolitik

Art. 16.

(1) Der Verwaltungsrat ist mit weitreichenden Kompetenzen ausgestattet, alle Verwaltungshandlungen und Verfügungen im Gesellschaftsinteresse auszuführen. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat wahrgenommen werden.

(2) Vorbehaltlich derjenigen Angelegenheiten, die den Gesellschaftern in der Hauptversammlung gemäß Satzung und gemäß den vorstehenden Einschränkungen zustehen, ist der Verwaltungsrat befugt, insbesondere die Anlagepolitik für jeden Teilfonds nach dem Grundsatz der Risikostreuung zu bestimmen, unter Beachtung der Anlagebeschränkungen gemäß Gesetz vom 20. Dezember 2002 oder Verordnungen sowie solcher, die vom Verwaltungsrat beschlossen werden.

(3) Der Verwaltungsrat ist unter Einhaltung des Grundsatzes der Risikostreuung bevollmächtigt, die Geschäfts- und Anlagepolitik für Investitionen zu bestimmen, die sich auf jeden Teilfonds beziehen, sowie die Richtung der Unternehmensführung und der Lenkung der geschäftlichen Angelegenheiten der Gesellschaft.

(4) Der Verwaltungsrat ist gleichfalls bevollmächtigt, jegliche Restriktionen festzulegen, die von Zeit zu Zeit Anwendung auf die Investitionen der Gesellschaft finden.

(5) Bei der Festlegung und Umsetzung der Anlagepolitik wird der Verwaltungsrat dafür sorgen, dass die folgenden Anlageregeln eingehalten werden:

Das Vermögen der Gesellschaft kann angelegt werden in: 5.1.

5.1.1. Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die innerhalb der Kontinente von Europa, Afrika, Nord- und Südamerika, Asien und Ozeanien zur amtlichen Notierung an einer Börse zugelassen sind, oder an einem geregelten Markt notiert sind oder gehandelt werden;

5.1.2. Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die auf einem anderen geregelten Markt eines Mitgliedstaates der Europäischen Union, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden;

5.1.3. Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an einer Wertpapierbörse eines Staates außerhalb der Europäischen Union, amtlich notiert oder auf einem anderen geregelten Markt eines Staates außerhalb der Europäischen Union, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden, sofern die Wahl dieser Börse oder dieses Marktes in den Gründungsurkunden der Gesellschaft vorgesehen ist;

5.1.4. Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus Neuemissionen, sofern

(a) die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder auf einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, beantragt wird, und sofern die Wahl dieser Börse oder dieses Marktes in den Gründungsurkunden des OGAW vorgesehen ist;

(b) die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

5.2. Vorbehaltlich der Regelung unter 5.12.1 und 5.12.2 dieser Satzung, Anteile von nach der Richtlinie 85/611/EWG zugelassenen OGAW und/oder anderer OGA im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 erster und zweiter Gedankenstrich der Richtlinie 85/611/EWG mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem Drittstaat, sofern

5.2.1. diese anderen OGA nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der CSSF derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht,

5.2.2. das Schutzniveau der Anteilseigner der anderen OGA dem Schutzniveau der Anteilseigner eines OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Vermögens, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 85/611/EWG gleichwertig sind,

5.2.3. die Geschäftstätigkeit der anderen OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden,

5.2.4. der OGAW oder der andere OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Gründungsdokumenten insgesamt höchstens 10 % seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder OGA anlegen darf,

5.3. Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union hat oder - falls der satzungsmäßige Sitz des Kreditinstituts sich in einem Drittstaat befindet - es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der CSSF denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind,

5.4. abgeleitete Finanzinstrumente, einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, die an einem der unter den vorhergehenden Buchstaben 5.1.1., 5.1.2. und 5.1.3 bezeichneten geregelten Märkte gehandelt werden, und/oder abgeleitete Finanzinstrumente, die nicht an einer Börse gehandelt werden („OTC-Derivate“), sofern

5.4.1. es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne von Punkt 5.1-5.5 oder um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die der OGAW gemäß den in seinen Gründungsdokumenten genannten Anlagezielen investieren darf (Die Finanzindices im vorgenannten Sinn umfassen insbesondere Indices auf Währungen, auf Wechselkurse, auf Zinssätze, auf Kurse und Gesamterträge auf Zinsindices sowie weiterhin insbesondere Renten-, Aktien-, Warentermin-, Edelmetall- und Rohstoffindices und Indices, die die weiteren in diesem Artikel aufgezählten zulässigen Instrumente zum Gegenstand haben.),

5.4.2. die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der CSSF zugelassen wurden, und

5.4.3. die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative des OGAW zum angemessenen Zeitwert veräußert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können,

5.5. Geldmarktinstrumente, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und die unter die Definition des Artikels 1 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 fallen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente bereits Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt, diese Instrumente werden:

5.5.1. von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaats, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, sofern dieser ein Bundesstaat ist, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlichen Charakters, der ein oder mehrere Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert oder

5.5.2. von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter 5.1.1., 5.1.2. und 5.1.3. bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden, oder

5.5.3. von einem Institut, das gemäß den im Gemeinschaftsrecht festgelegten Kriterien einer Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der CSSF mindestens so streng sind wie die des Gemeinschaftsrechts, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert, oder

5.5.4. von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der CSSF zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen unter 5.5.1, 5.5.2. und 5.5.3. gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens zehn Millionen Euro (10.000.000 Euro), das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der 4. Richtlinie 78/660/EWG, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermäßige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

5.6. Jedoch kann die Gesellschaft:

5.6.1. höchstens bis zu 10% ihres Vermögens in anderen als den in den Punkten 5.1-5.5 genannten Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten anlegen;

5.6.2. bewegliches und unbewegliches Vermögen erwerben, das für die unmittelbare Ausübung ihrer Tätigkeit unerlässlich ist;

5.6.3. weder Edelmetalle noch Zertifikate über diese erwerben;

5.7. Die Gesellschaft darf daneben flüssige Mittel halten.

5.8. Die Gesellschaft stellt sicher, dass das mit Derivaten verbundene Gesamtrisiko den Gesamtnettowert ihres Portfolios nicht überschreitet.

Bei der Berechnung der Risiken werden der Marktwert der Basiswerte, das Ausfallrisiko, künftige vorhersehbare Marktentwicklungen und die Liquidationsfrist der Positionen berücksichtigt. Dies gilt auch für die folgenden Unterabsätze.

Die Gesellschaft darf als Teil ihrer Anlagestrategie innerhalb der in Punkt 5.9.5. festgelegten Grenzen Anlagen in Derivate tätigen, sofern das Gesamtrisiko der Basiswerte die unter Punkt 5.9 aufgeführten Anlagegrenzen nicht überschreitet. Anlagen der Gesellschaft in indexbasierten Derivaten müssen bei den unter Punkt 5.9 aufgeführten Anlagegrenzen nicht berücksichtigt werden.

Wenn ein Derivat in ein Wertpapier oder ein Geldmarktinstrument eingebettet ist, muss es hinsichtlich der Einhaltung der Vorschriften dieses Artikels mit berücksichtigt werden.

5.9.

5.9.1. Die Gesellschaft darf höchstens 10 % ihres Vermögens in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten ein und derselben Einrichtung anlegen. Die Gesellschaft darf höchstens 20 % ihres Vermögens in Einlagen bei ein und derselben Einrichtung anlegen. Das Ausfallrisiko bei Geschäften der Gesellschaft mit OTC-Derivaten darf 10 % des Vermögens nicht überschreiten, wenn die Gegenpartei ein Kreditinstitut im Sinne von Punkt 5.3, oder höchstens 5 % seines Vermögens in anderen Fällen.

5.9.2. Der Gesamtwert der Wertpapiere und Geldmarktinstrumente der Emittenten, bei denen die Gesellschaft jeweils mehr als 5 % ihres Vermögens anlegt, darf 40 % des Wertes ihres Vermögens nicht überschreiten. Diese Begrenzung findet keine Anwendung auf Einlagen und auf Geschäfte mit GTC-Derivaten, die mit Finanzinstituten getätigt werden, welche einer Aufsicht unterliegen.

Ungeachtet der Einzelobergrenzen des Punktes 5.9.1 darf die Gesellschaft bei ein und derselben Einrichtung höchstens 20 % ihres Vermögens in einer Kombination aus

- a) von dieser Einrichtung begebenen Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten und/oder
- b) Einlagen bei dieser Einrichtung und/oder
- c) von dieser Einrichtung erworbenen GTC-Derivaten investieren.

5.9.3. Die in Punkt 5.9.1. Satz 1 genannte Obergrenze wird auf höchstens 35 % angehoben, wenn die Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Drittstaat oder von internationalen Einrichtungen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden.

5.9.4. Die in Punkt 5.9.1 Satz 1 genannte Obergrenze wird auf höchstens 25% angehoben, wenn bestimmte Schuldverschreibungen von einem Kreditinstitut mit Sitz in einem Mitgliedstaat begeben werden, das aufgrund gesetzlicher Vorschriften zum Schutz der Inhaber dieser Schuldverschreibungen einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegt. Insbesondere müssen die Erträge aus der Emission dieser Schuldverschreibungen gemäß den gesetzlichen Vorschriften in Vermögenswerten angelegt werden, die während der gesamten Laufzeit der Schuldverschreibungen die sich daraus ergebenden Verbindlichkeiten ausreichend decken und beim Ausfall des Emittenten vorrangig für die fällig werdende Rückzahlung des Kapitals und der Zinsen bestimmt sind.

Legt die Gesellschaft mehr als 5% ihres Vermögens in Schuldverschreibungen im Sinne des ersten Unterabsatzes an, die von ein und demselben Emittenten begeben werden, so darf der Gesamtwert dieser Anlagen 80% des Wertes des Vermögens der Gesellschaft nicht überschreiten.

5.9.5. Die in Punkt 5.9.3. und 5.9.4. genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente werden bei der Anwendung der in Punkt 5.9.2. aufgeführten Anlagegrenze von 40 % nicht berücksichtigt. Die in den Punkten 5.9.1., 5.9.2., 5.9.3. und 5.9.4. genannten Grenzen dürfen nicht kumuliert werden; daher dürfen gemäß den Punkten 5.9.1., 5.9.2., 5.9.3. und 5.9.4. getätigte Anlagen in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten ein und derselben Einrichtung oder in Einlagen bei dieser Einrichtung oder in Derivaten derselben in keinem Fall 35 % des Vermögens der Gesellschaft übersteigen.

Gesellschaften, die im Hinblick auf die Erstellung des konsolidierten Abschlusses im Sinne der Richtlinie 83/349/EWG oder nach den anerkannten internationalen Rechnungslegungsvorschriften derselben Unternehmensgruppe angehören, sind bei der Berechnung der in diesem

Artikel vorgesehenen Anlagegrenzen als eine einzige Einrichtung anzusehen.

Diese gleiche Gesellschaft darf kumulativ bis zu 20 % ihres Vermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten ein und derselben Unternehmensgruppe anlegen.

5.10.

5.10.1. Unbeschadet der in Artikel 48 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 festgelegten Anlagegrenzen werden die in Punkt 5.14 genannten Obergrenzen für Anlagen in Aktien und/oder Schuldtiteln ein und derselben Einrichtung auf höchstens 20 % angehoben, wenn es gemäß den Gründungsdokumenten das Ziel der Anlagepolitik der Gesellschaft ist, einen bestimmten, von der CSSF anerkannten Aktien- oder Schuldtitelindex nachzubilden; Voraussetzung hierfür ist, dass

- a) die Zusammensetzung des Index ausreichend gestreut ist
- b) der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt darstellt, auf den er sich bezieht;
- c) der Index in angemessener Weise veröffentlicht wird.

5.10.2. Die in Punkt 5.10.1. festgelegte Grenze wird auf höchstens 35 % angehoben, sofern dies aufgrund außergewöhnlicher Marktbedingungen gerechtfertigt ist, und zwar insbesondere auf geregelten Märkten, auf denen bestimmte Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente stark dominieren. Eine Anlage bis zu dieser Obergrenze ist nur bei einem einzigen Emittenten zulässig.

5.11. Abweichend von Punkt 5.9 kann die Gesellschaft nach dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100% ihres Vermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten verschiedener Emissionen anlegen, die von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder seinen Gebietskörperschaften, von einem OECD-Staat oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören, begeben oder garantiert werden. Dabei müssen die Anteilhaber der Gesellschaft den gleichen Schutz genießen wie die Anteilhaber von Gesellschaften, die die unter Punkt 5.9 und 5.10 aufgeführten Grenzen einhalten.

Die Gesellschaft muss Wertpapiere halten, die im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei die Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30% des Gesamtbetrages ihres Vermögens nicht überschreiten dürfen.

Die Gesellschaft muß in der Gründungsurkunde ausdrücklich die Staaten, Gebietskörperschaften oder internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters erwähnen, von denen die Wertpapiere, in denen sie mehr als 35% ihres Vermögens anzulegen beabsichtigen, begeben oder garantiert werden;

Ferner muss die Gesellschaft in den Prospekten sowie in sonstigen Werbeschriften durch einen Satz deutlich auf diese Genehmigung hinweisen und dabei die Staaten, die Gebietskörperschaften und die internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters angeben, in deren Wertpapieren sie mehr als 35% ihres Vermögens anzulegen beabsichtigen oder angelegt haben.)

5.12.

5.12.1. Grundsätzlich darf die Gesellschaft Anteile von anderen OGAW und/oder anderen OGA im Sinne von Punkt 5.2 erwerben, jedoch darf jeder Teilfonds höchstens 10 % seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder OGA anlegen, soweit in dem jeweiligen Anhang zu dem Verkaufsprospekt für den betreffenden Teilfonds nichts Gegenteiliges geregelt ist.

In den Fällen, in denen die Gesellschaft Anteile eines anderen OGAW und/oder sonstigen OGA erworben hat, müssen die Anlagewerte des betreffenden OGAW oder anderen OGA in Bezug auf die Obergrenzen des Punktes 5.9 nicht berücksichtigt werden.

5.12.2. Die Gesellschaft darf Anteile von anderen OGAW und/oder anderen OGA im Sinne von Punkt 5.2 erwerben, sofern jeder Teilfonds höchstens 10 % seines Vermögens in Anteilen ein und desselben OGAW bzw. sonstigen OGA anlegt. Soweit in dem jeweiligen Anhang zu dem Verkaufsprospekt für den betreffenden Teilfonds unter Anwendung der in Punkt 5.12.1. festgelegten Ausnahmeregelung vorgesehen ist, dass dieser Teilfonds mehr als 10% seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder OGA anlegen darf, darf dieser Teilfonds bis zu 20% seines Vermögens in Anteilen ein und desselben OGAW bzw. OGA anlegen.

Zum Zwecke der Anwendung dieser Anlagegrenze wird jeder Teilfonds eines OGAW bzw. sonstigen OGA mit mehreren Teilfonds im Sinne dieses Gesetzes als eigenständiger Emittent betrachtet, unter der Voraussetzung, dass die Trennung der Haftung der Teilfonds in Bezug auf Dritte sichergestellt ist.

5.12.3. Erwirbt die Gesellschaft Anteile anderer OGAW und/oder sonstiger anderer OGA, die unmittelbar oder aufgrund einer Übertragung von derselben Verwaltungsgesellschaft oder von einer Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, so darf die Verwaltungsgesellschaft oder die andere Gesellschaft für die Zeichnung oder die Rücknahme von Anteilen dieser anderen OGAW und/oder OGA durch den OGAW keine Gebühren berechnen.

5.13.

5.13.1. Die Gesellschaft darf keine Aktien erwerben, die mit einem Stimmrecht verbunden sind, das es ihr ermöglicht, einen nennenswerten Einfluss auf die Geschäftsführung eines Emittenten auszuüben.

5.13.2. Ferner darf die Gesellschaft nicht mehr erwerben als:

- a) 10 % der stimmrechtslosen Aktien ein und desselben Emittenten;
- b) 10 % der Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten;
- c) 25 % der Anteile ein und desselben OGAW und/oder anderen OGA;
- d) 10 % der Geldmarktinstrumente ein und desselben Emittenten.

Die unter (b), (c) und (d) vorgesehenen Anlagegrenzen brauchen beim Erwerb nicht eingehalten zu werden, wenn sich der Bruttobetrag der Schuldtitel oder der Geldmarktinstrumente oder der Nettobetrag der ausgegebenen Anteile zum Zeitpunkt des Erwerbs nicht berechnen lässt.

5.13.3. Die Absätze 5.13.1 und 5.13.2. werden nicht angewandt:

a) auf Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder dessen öffentlichen Gebietskörperschaften begeben oder garantiert werden;

b) auf von einem Staat außerhalb der Europäischen Union begebene oder garantierte Wertpapiere und Geldmarktinstrumente;

c) auf Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters begeben werden, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören;

d) auf Aktien, die die Gesellschaft an dem Kapital einer Gesellschaft eines Staates außerhalb der Europäischen Union besitzt, die ihr Vermögen im wesentlichen in Wertpapieren von Emittenten anlegt, die in diesem Staat ansässig sind, wenn eine derartige Beteiligung für die Gesellschaft aufgrund der Rechtsvorschriften dieses Staates die einzige Möglichkeit darstellt, Anlagen in Wertpapieren von Emittenten dieses Staates zu tätigen. Die Ausnahmeregelung gilt jedoch nur unter der Voraussetzung, dass die Gesellschaft des Staates außerhalb der Europäischen Union in ihrer Anlagepolitik die in den Punkten 5.9, 5.12 und 5.13.1 und 5.13.2 festgelegten Grenzen beachtet. Bei Überschreitung der in den Punkten 5.9 und 5.12 vorgesehenen Grenzen findet Punkt 5.14 sinngemäß Anwendung;

e) auf von der Gesellschaft gehaltene Anteile am Kapital von Tochtergesellschaften, die im Niederlassungsstaat der Tochtergesellschaft lediglich und ausschließlich für diese Investmentgesellschaft oder -gesellschaften bestimmte Verwaltungs-, Beratungs- oder Vertriebstätigkeiten im Hinblick auf die Rücknahme von Anteilen auf Wunsch der Anteilseigner ausüben.

5.14.

5.14.1. Die Gesellschaft braucht die in diesem Kapitel vorgesehenen Anlagegrenzen bei der Ausübung von Bezugsrechten, die an Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente geknüpft sind, die Teil ihres Vermögens sind, nicht einzuhalten.

Unbeschadet ihrer Verpflichtung, auf die Einhaltung des Grundsatzes der Risikostreuung zu achten, können die Mitgliedstaaten der Gesellschaft gestatten, während eines Zeitraums von sechs Monaten nach ihrer Zulassung von den Punkten 5.9, 5.10, 5.11 und 5.12 abzuweichen.

5.14.2. Werden die im Punkt 5.14.1. genannten Grenzen von dem OGAW unbeabsichtigt oder infolge der Ausübung von Bezugsrechten überschritten, so hat dieser bei seinen Verkäufen als vorrangiges Ziel die Normalisierung dieser Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber anzustreben.

5.14.3. Wenn der Emittent eine juristische Person mit mehreren Teilfonds ist wo das Vermögen eines Teilfonds ausschließlich für die Ansprüche der Anleger dieses Teilfonds und für diejenigen der Gläubiger, deren Forderung anlässlich der Gründung, der Funktionsweise oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind, haftet, wird zum Zwecke der Anwendung der Risikostreuungsregelungen der Punkte 5.9, 5.10 und 5.12 jeder Teilfonds als gesonderter Emittent angesehen.

5.15.

5.15.1. Die Gesellschaft darf keine Kredite aufnehmen. Die Gesellschaft darf jedoch Fremdwährungen durch ein "Back-to-back"-Darlehen erwerben.

5.15.2. Abweichend von Punkt 5.15.1 kann die Gesellschaft Kredite aufnehmen:

(a) bis zu 10% ihres Vermögens, sofern es sich um kurzfristige Kredite handelt;

(b) bis zu 10% ihres Vermögens im Falle von Investmentgesellschaften, sofern es sich um Kredite handelt, die den Erwerb von Immobilien ermöglichen sollen, die für die unmittelbare Ausübung ihrer Tätigkeit unerlässlich sind; in diesem Fall dürfen diese sowie die Kredite nach Buchstabe a) zusammen 15% ihres Vermögens nicht übersteigen. 5.16.

5.16.1. Die Gesellschaft darf, unbeschadet der Anwendung der Punkte 5.1 bis 5.8, keine Kredite gewähren oder für Dritte als Bürge eintreten.

5.16.2. Der Punkt 5.16.1. steht dem Erwerb von noch nicht voll eingezahlten Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten oder anderen noch nicht voll eingezahlten Finanzinstrumenten aus Punkt 5.2, 5.4 und 5.5 durch die betreffenden Organismen nicht entgegen.

5.17. Die Gesellschaft darf keine Leerverkäufe von Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten oder von anderen in Punkt 5.2, 5.4 und 5.5 genannten Finanzinstrumenten tätigen.

5.18. Die Gesellschaft ist ermächtigt, wie vom Verwaltungsrat der Gesellschaft in Übereinstimmung mit den anwendbaren Gesetzen und Bestimmungen festgelegt, Techniken und Instrumente, die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente sowie andere ggf. gesetzlich zulässige Vermögensgegenstände zum Gegenstand haben, zu verwenden, wobei solche Techniken und Instrumente im Zusammenhang mit der effizienten Verwaltung des Vermögens eingesetzt werden müssen.

Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, andere Anlagebeschränkungen zu treffen, sofern diese sich als erforderlich erweisen, um den Gesetzen und Bestimmungen von Ländern zu entsprechen, in denen Anteile der Gesellschaft angeboten oder verkauft werden

Pooling

Art. 17.

(1) Die Verwaltung der Vermögenswerte einzelner Teilfonds ("partizipierende Teilfonds") kann durch die Anwendung von "Pooling"- Techniken erfolgen, wobei ein Teil oder das ganze Vermögen der partizipierenden Teilfonds auf gemeinschaftlicher Basis gemeinsam verwaltet wird. Derartige gemeinsam verwaltete Vermögen werden als "Pool" bezeichnet, wobei jedoch solche Pools ausschließlich für interne Verwaltungszwecke verwendet werden. Die Pools haben keine eigentliche Rechtspersönlichkeit und sind nicht direkt zugänglich für die Anleger.

(2) Wenn Vermögen eines oder mehrerer Teilfonds zusammen verwaltet werden, werden die Vermögenswerte, welche jedem Teilfonds zugeteilt werden, zunächst gemäß ihrer ersten Zuteilung von Vermögen in einem solchen Pool bestimmt und werden im Falle von zusätzlichen Zuteilungen oder Zurücknahmen abgeändert. Dividenden, Zinsen und andere Ertragsausschüttungen auf Vermögensgegenstände eines Pools werden diesem Pool zugerechnet und steigern dessen Wert.

(3) Die Ansprüche jedes partizipierenden Teilfonds an den einzelnen Pools entsprechen stets dem Verhältnis, das sich aus der Zusammensetzung des Vermögens des Pools im Vergleich zu den von den partizipierenden Teilfonds eingebrachten Vermögenswerten ergibt.

(4) Zusätzliche Anlagen, welche im Namen von gemeinsam verwalteten Teilfonds gemacht werden, werden diesen Teilfonds gemäß ihren respektiven Rechten zugeteilt und Vermögenswerte welche verkauft werden, werden in der gleichen Art und Weise von den betroffenen Vermögenswerten jedes partizipierenden Teilfonds entnommen.

(5) Soweit die Anlagepolitik der verschiedenen Teilfonds dies gestattet, kann der Verwaltungsrat mit Blick auf die effiziente Verwaltung bestimmen, dass ein Teil das ganze Vermögen eines oder mehrerer Teilfonds gemeinsam mit dem Vermögen anderer Organismen für gemeinsame Anlagen, wie im Verkaufsprospekt der Gesellschaft beschrieben, verwaltet wird.

Unvereinbarkeitsbestimmungen

Art. 18.

(1) Kein Vertrag oder sonstige Tätigkeit zwischen der Gesellschaft und irgendeiner anderen Gesellschaft oder Firma wird durch den Umstand beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft in einer anderen Gesellschaft Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, Geschäftsführer, Angestellter oder sonstwie persönlich an einer solchen Gesellschaft oder Firma beteiligt sind.

(2) Jedes Verwaltungsratsmitglied oder jedes andere Organ der Gesellschaft, das als Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, Geschäftsführer oder Angestellter einer Gesellschaft oder Firma dient, mit der die Gesellschaft vertragliche Beziehungen eingeht oder sonstwie Geschäfte tätigt, ist nicht, infolge einer solchen Verbindung mit der anderen Gesellschaften oder Firma, verhindert, für die Gesellschaft tätig zu sein und über deren Rechtsgeschäfte zu entscheiden.

(3) Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft hat, muss er dieses persönliche Interesse dem Verwaltungsrat zur Kenntnis bringen und darf sich nicht mit solchen Geschäften befassen oder darüber abstimmen. Solche Rechtsgeschäfte und Interessen eines Verwaltungsratsmitglieds oder Geschäftsführers sind bei der nächsten Gesellschafterhauptversammlung offenzulegen.

(4) Der hier verwendete Ausdruck "persönliches Interesse" umfasst nicht jenes Interesse, das nur deshalb entsteht, weil das Rechtsgeschäft die Raiffeisen Zentralbank Österreich AG oder die RCB Dexia Investor Services Bank S.A. (bzw. ein mit diesen Banken mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unternehmen) oder ein anderes vom Verwaltungsrat bestimmtes Unternehmen betrifft.

Anspruchswahrung gegenüber Depotbank und Freistellun

Art. 19.

(1) Die Gesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Anteilseigner gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schließt die Geltendmachung dieser Ansprüche durch die Anteilseigner nicht aus.

(2) Die Gesellschaft wird jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsführer, oder deren Erben, Testamentsvollstrecker oder Verwalter von allen vernünftigerweise aufgewandten Kosten im Zusammenhang mit irgendeinem Rechtsstreit/Klage oder gerichtlichen Verfahren freistellen, in das er als Partei, in Folge seiner Eigenschaft als aktives oder ehemaliges Verwaltungsratsmitglied oder als Geschäftsführer der Gesellschaft oder, auf Verlangen der Gesellschaft, eines anderen Unternehmens, mit dem die Gesellschaft vertraglich verbunden ist oder dessen Gläubigerin sie ist, verwickelt wurde, falls er bei einem solchen Rechtsstreit oder Klage nicht von jeder Verantwortung freigestellt wird. Ausgenommen sind Vorkommnisse, für welche er rechtskräftig aufgrund einer Klage oder einem Rechtsverfahren wegen Fahrlässigkeit oder schlechter Geschäftsführung verurteilt wird. Im Falle eines Vergleichs wird Schadenersatz nur im Zusammenhang mit solchen Angelegenheiten geleistet, die durch den Vergleich gedeckt sind und hinsichtlich welcher die Gesellschaft von ihren Rechtsanwältinnen eine Bestätigung bekommt, dass die haftungspflichtige Person keine Pflichtverletzung trifft. Die vorstehenden Rechte auf Freistellung schließen andere Rechte nicht aus, auf die solche Personen einen berechtigten Anspruch haben.

Vertretung

Art. 20. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsamen Unterschriften von zwei Verwaltungsratsmitgliedern verpflichtet oder — falls der Verwaltungsrat entsprechende Delegationsbeschlüsse gefasst hat — durch die gemeinsamen Unterschriften eines Verwaltungsrats und einem Geschäftsführer oder Prokuristen oder, für genau bezeichnete Einzelgeschäfte, durch die Einzelunterschriften solcher Personen, welchen durch Verwaltungsratsbeschluss oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder die entsprechenden Befugnisse erteilt wurden.

Wirtschaftsprüfer

Art. 21. Die Hauptversammlung der Gesellschafter ernennt einen Wirtschaftsprüfer ("réviseur d'entreprises agréé"), der gegenüber der Gesellschaft die in Artikel 113 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 beschriebenen Pflichten wahrnimmt.

Ausgabe der Anteile

Art. 22.

(1) Wie nachfolgend im Einzelnen geregelt, werden Anteile eines Teilfonds von der Gesellschaft grundsätzlich an jedem Bewertungstag und zu dem hierzu entsprechenden Ausgabepreis zum Verkauf angeboten und ausgegeben. Der Ausgabepreis wird auf der Grundlage des Netto-Inventarwertes pro Anteil des jeweiligen Teilfonds oder der jeweiligen Anteilsklasse, in Übereinstimmung mit den Vorschriften von Artikel 28 dieser Satzung berechnet.

(2) Der Verwaltungsrat ist jederzeit berechtigt, die Ausgabe von Anteilen eines Teilfonds mit einer Gebühr zu belegen, Einschränkungen und Bedingungen zu unterwerfen, wie die im geltenden Verkaufsprospekt beschrieben sind.

(3) Die Ausgabe von Anteilen erfolgt in der Regel nach dem Erhalt des ordnungsgemäßen Zeichnungsantrages bei der Gesellschaft und innerhalb banküblicher Fristen nach Eingang des vollständigen Ausgabepreises bei der Depotbank gemäß den Grundsätzen, die jeweils vom Verwaltungsrat festgelegt werden und im geltenden Verkaufsprospekt der Gesellschaft dargelegt sind.

(4) Die Gesellschaft behält sich jederzeit das Recht vor, ohne Angabe von Gründen, Zeichnungen ganz oder teilweise abzulehnen. In diesem Fall werden bereits geleistete Zahlungen bzw. Guthaben an den Zeichner auf dessen Risiko zurücküberwiesen.

(5) Der Antrag auf Zeichnung von Anteilen ist vom Zeichner schriftlich direkt an die Gesellschaft oder durch Vermittlung Dritter bis zu dem im Verkaufsprospekt festgelegten Zeitpunkt vor dem Bewertungstag zu richten, an dem die Anteile ausgegeben werden sollen. Ein Erwerber muss seine Bank anweisen, den fälligen Betrag an die Gesellschaft zu überweisen, wobei die genaue Identität des (der) Zeichner(s), dessen (deren) Geburtsdatum und Adresse, der (die) betreffende(n) Teilfonds, dessen (deren) Anteile gezeichnet werden sollen, sowie (wenn zutreffend) innerhalb eines Teilfonds, welche Anteilsklassen gezeichnet werden, anzugeben sind.

(6) In Übereinstimmung mit den anwendbaren Gesetzen ist die Gesellschaft jederzeit dazu berechtigt, als Gegenstück zur Einbringung von Vermögenssachwerten voll eingezahlte Anteile auszugeben, vorausgesetzt, diese Vermögenssachwerte entsprechen den Anlagebeschränkungen des oder der betreffenden Teilfonds. Der Wert solcher Vermögenssachwerte wird durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft anhand eines speziellen Prüfungsberichts und in Übereinstimmung mit den Grundsätzen, die bei der Berechnung des Netto-Inventarwertes des Vermögens der Gesellschaft angewandt werden, festgelegt.

Rücknahme und Umtausch der Anteile

Art. 23.

(1) Wie nachfolgend im Einzelnen geregelt, hat die Gesellschaft das Recht, ihre Anteile jederzeit innerhalb der durch das Gesetz vorgesehenen Einschränkung bezüglich des Mindestkapitals zurückzukaufen.

(2) Jeder Gesellschafter kann beantragen, dass die Gesellschaft sämtliche oder einen, gegebenenfalls mit einem Minimum versehenen und vom Verwaltungsrat beschlossenen, Teil seiner Anteile zurückkauft.

(3) Die Gesellschaft ist ferner berechtigt, erhebliche Rücknahmen, auch im Zuge von Umtauschanträgen, die nicht aus flüssigen Mitteln getätigt werden können, erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds ohne Verzögerung verkauft wurden, wobei die Rücknahmen zum Netto-Inventarwert des Bewertungstages, an welchem der Verkauf getätigt wurde, abzüglich der eventuell anwendbaren Rücknahmegebühr, ausgeführt werden.

(4) Der Verwaltungsrat wird dafür Sorge tragen, dass jederzeit genügend Liquidität vorhanden ist, um unter normalen Zuständen die Zahlung des Rücknahmepreises zu gewährleisten. Sollte jedoch im Falle von Rücknahmen aufgrund von außergewöhnlichen Umständen die Liquidität des Anlagevermögens eines Teilfonds nicht für die Zahlung innerhalb dieses Zeitraums ausreichen, wird die Gesellschaft unverzüglich Gegenstände des Vermögens des Teilfonds veräußern, um die Zahlung so schnell wie möglich durchführen zu können, jedoch ohne Zinsen.

(5) Der Rücknahmepreis wird innerhalb von fünf Bankarbeitstagen in Luxemburg nach dem betreffenden Bewertungstag gezahlt. Der Lauf der vorgenannten Fristen beginnt bei der Rücknahme von Anteilen, für welche Zertifikate ausgestellt wurden, erst mit Zugang des Zertifikates bei der Gesellschaft. Der Rücknahmepreis wird auf der Grundlage des Netto-Inventarwertes pro Anteil des jeweiligen Teilfonds oder der jeweiligen Anteilsklasse, in Übereinstimmung mit den Vorschriften von Artikel 28 dieser Satzung berechnet, abzüglich von geschätzten Handelsgebühren.

(6) Der Antrag auf Rücknahme der Anteile ist vom Anteilseigner schriftlich direkt an die Gesellschaft oder über die Vermittlung Dritter bis zu dem im Verkaufsprospekt festgelegten Zeitpunkt vor dem Bewertungstag zu richten, an dem die Anteile zurückgegeben werden sollen. Die Anteilzertifikate müssen mit allen noch nicht fälligen Coupons versehen sein. Ein ordnungsgemäß erteilter Rücknahmeantrag ist unwiderruflich, außer im Falle und während einer Aussetzung oder Aufschiebung der Rücknahme.

(7) Jeder Anteilseigner kann grundsätzlich den gänzlichen oder teilweisen Umtausch seiner Anteile in Anteile eines anderen Teilfonds, beziehungsweise in Anteile unterschiedlicher Anteilkategorien beantragen, gemäß einer Umtauschformel und Grundsätzen, die jeweils vom Verwaltungsrat festgelegt werden und im geltenden Verkaufsprospekt der Gesellschaft dargelegt sind.

Der Verwaltungsrat ist jedoch berechtigt, den Umtausch der Anteile eines Teilfonds in Anteile eines anderen Teilfonds oder innerhalb eines Teilfonds, von einer Anteilkategorie in eine andere Anteilkategorie mit einer Gebühr zu belegen, Einschränkungen und Bedingungen zu unterwerfen oder gänzlich zu untersagen, wie die im geltenden Verkaufsprospekt beschrieben sind.

Verschmelzung und Auflösung von Teilfonds

Art. 24.

(1) Der Verwaltungsrat kann beschließen, einen oder mehrere

Teilfonds oder Anteilklassen zusammenzulegen, oder einen oder mehrere Teilfonds oder Anteilklassen aufzulösen, indem die betroffenen Anteile entwertet werden und den betroffenen Anteilseignern der Netto-Inventarwert der Anteile dieses oder dieser Teilfonds oder Anteilklassen zurückerstattet wird. Der Verwaltungsrat kann ebenfalls beschließen, einen oder mehrere Teilfonds mit einem anderen luxemburgischen Organismus für Gemeinsame Anlagen zu verschmelzen.

Der Verwaltungsrat ist befugt, einen der vorgenannten Beschlüsse zu fassen

(a) im Falle einer wesentlichen Änderung der sozialen, politischen oder wirtschaftlichen Lage in den Ländern, in denen Anlagen für den jeweiligen Teilfonds getätigt werden oder in denen die Anteile dieses Teilfonds vertrieben werden, oder

(b) sofern der Wert der Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds derart fällt, dass eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieses Teilfonds nicht mehr gewährleistet werden kann, oder

(c) im Rahmen einer Rationalisierung.

Falls der Verwaltungsrat beschließt, einen Teilfonds aufzulösen, sind die Anteilhaber dieses Teilfonds berechtigt, die Rücknahme ihrer Anteile bis zum Tag der Liquidation zu beantragen. Die Gesellschaft berücksichtigt die Liquidationskosten im Netto-Inventarwert je Anteil, setzt jedoch keine Rücknahmegebühr unter diesen Umständen in Rechnung. Der Liquidationserlös, der von Anteilseignern nach Abschluss der Liquidation nicht gefordert wurde, bleibt bei der Depotbank für einen Zeitraum von sechs Monaten deponiert und wird anschließend bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo er nach 30 Jahren verfällt.

(2) Der Beschluss des Verwaltungsrates, die Verschmelzung eines oder mehrerer Teilfonds mit einem oder mehreren anderen Teilfonds der Gesellschaft oder mit einem anderen luxemburgischen Organismus für Gemeinsame Anlagen vorzunehmen, wird den betroffenen Anteilseignern gemäß nachfolgendem Punkt (3) mitgeteilt. In diesem Fall ist es den betroffenen Anteilseignern erlaubt, während der Mindestdauer eines Monats ab dem Datum der erfolgten Mitteilung die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch aller oder eines Teils ihrer Anteile zu dem anwendbaren Netto-Inventarwert zu beantragen. Nach Ablauf dieser Periode ist die Verschmelzung für alle verbleibenden Anteilseigner bindend. Im Falle der Verschmelzung einer oder mehrerer Anteilklassen der Gesellschaft mit einem luxemburgischen "fonds commun de placement" ist der Beschluss jedoch nur für die dieser Verschmelzung zustimmenden Anteilseigner bindend, bei allen anderen Anteilseignern wird davon ausgegangen, dass sie einen Antrag auf Rücknahme ihrer Anteile gestellt haben.

Der Erlös aus der Auflösung von Anteilen, der von den Anteilseignern nach erfolgter Auflösung einer Anteilkategorie nicht gefordert wurde, wird bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo er nach 30 Jahren verfällt.

(3) Die Gesellschaft hat die Anteilseigner durch Veröffentlichung einer Rücknahmeankündigung in einer vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitung hierüber zu informieren. Sind alle betroffenen Anteilseigner und ihre Adressen der Gesellschaft bekannt, so erfolgt die Rücknahmeankündigung mittels Brief an diese Adressaten.

Bewertungen und Aussetzungen von Bewertungen

Art. 25.

(1) Der Netto-Inventarwert je Anteil jedes Teilfonds und, sofern anwendbar, der Netto-Inventarwert der innerhalb eines Teilfonds ausgegebenen Anteilklassen, wird in dem vom Verwaltungsrat bestimmten und im Verkaufsprospekt aufgeführten Rhythmus, mindestens jedoch zweimal monatlich berechnet. Der Tag, an dem diese Berechnung vorgenommen wird, wird als "Bewertungstag" bezeichnet.

(2) Die Gesellschaft kann die Berechnung des Netto-Inventarwertes eines jeden Teilfonds, sowie die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme von Anteilen eines Teilfonds, ebenso wie den Umtausch von Anteilen innerhalb eines Teilfonds zeitweilig aussetzen:

- (a) wenn ein Markt oder eine Börse, an der ein wesentlicher Teil der Wertpapiere des entsprechenden Teilfonds gehandelt wird (außer an gewöhnlichen Feiertagen), geschlossen, der Handel eingeschränkt oder ausgesetzt ist; oder
 - (b) wenn es nach Ansicht des Verwaltungsrates aufgrund besonderer Umstände unmöglich ist, Vermögenswerte zu verkaufen oder zu bewerten; oder
 - (c) wenn die normalerweise zur Kursbestimmung eines Wertpapiers des entsprechenden Teilfonds eingesetzte Kommunikationstechnik zusammengebrochen oder nur bedingt einsatzfähig ist; oder
 - (d) wenn die Überweisung von Geldern zum Kauf oder zur Veräußerung von Kapitalanlagen der Gesellschaft unmöglich ist; oder
 - (e) im Fall einer Entscheidung, die Gesellschaft zu liquidieren, an oder nach dem Tag der Veröffentlichung der ersten Einberufung einer sich mit diesem Thema befassenden Hauptversammlung der Anteilseigner zu diesem Zweck.
- (3) Bei Eintritt eines Ereignisses, welches die Liquidation der Gesellschaft zur Folge hat, oder nach Eingang einer entsprechenden Anordnung der luxemburgischen Aufsichtsbehörde, wird die Gesellschaft die Ausgabe, Rücknahme und den Umtausch von Anteilen unverzüglich einstellen.
- (4) Anteilseigner, die ihre Anteile zur Rücknahme oder Umwandlung angeboten haben, werden innerhalb von sieben Tagen schriftlich über eine solche Aussetzung sowie unverzüglich von der Beendigung derselben benachrichtigt.
- (5) Die Aussetzung der Ausgabe bzw. Rücknahme und Umwandlung von Anteilen irgendeines Teilfonds hat keine Auswirkung auf die Berechnung des Netto-Inventarwertes und die Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Anteilen eines anderen Teilfonds.

Bestimmung des Netto-Inventarwertes

Art. 26. Der Netto-Inventarwert je Anteil (auch "Anteilwert") jedes Teilfonds und, soweit anwendbar, der Netto-Inventarwert je Anteil der innerhalb eines Teilfonds ausgegebenen Anteilklassen, wird in der betreffenden Währung an jedem Bewertungstag bestimmt, indem der gesamte Netto-Inventarwert der Aktiva des betreffenden Teilfonds durch die Anzahl der sich im Umlauf befindlichen Anteile dieses Teilfonds dividiert wird. Der gesamte Netto-Inventarwert des betreffenden Teilfonds repräsentiert dabei den Marktwert der ihm zugeordneten Vermögenswerte, abzüglich der Verbindlichkeiten.

Bewertungsvorschriften

Art. 27. Die Bewertung des Netto-Inventarwertes der verschiedenen Teilfonds erfolgt in folgender Weise:

- (A) Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten folgendes:
 - (a) sämtliche verfügbaren Kassen- bzw. Kontobestände, zuzüglich aufgelaufener Zinsen;
 - (b) alle Wechsel und andere Guthaben auf Sicht (inklusive der Erlöse von Wertpapierverkäufen, die noch nicht gutgeschrieben sind);
 - (c) alle Wertpapiere (Aktien, fest- und variabel verzinsliche Wertpapiere, Obligationen, Options- oder Subscriptionsrechte, Optionsscheine und andere Anlagen und Wertpapiere im Besitz der Gesellschaft)
 - (d) alle Dividenden und fälligen Ausschüttungen zugunsten der Gesellschaft in bar oder in anderer Form, soweit der Gesellschaft bekannt, unter Voraussetzung, dass die Gesellschaft die Bewertungsveränderung im Marktwert der Wertpapiere infolge der Handelspraktiken wie z.B. im Handel ex Dividende bzw. ex Bezugsrechte anpassen muss;
 - (e) alle aufgelaufenen Zinsen auf verzinsliche Wertpapiere, die Gesellschaft hält, soweit nicht solche Zinsen in der Hauptforderung enthalten sind;
 - (f) alle finanziellen Rechte, die sich aus dem Einsatz derivativer Instrumente ergeben;
 - (g) die vorläufigen Aufwendungen der Gesellschaft, soweit diese nicht abgeschrieben wurden, unter der Voraussetzung, dass solche vorläufigen Aufwendungen direkt vom Kapital der Gesellschaft abgeschrieben werden dürfen; und
 - (h) alle anderen Aktiva jeder Art und Zusammensetzung, inklusive vorausbezahlte Aufwendungen.

Der Wert solcher Anlagewerte wird wie folgt festgelegt:

- (1) Der Wert von frei verfügbaren Kassabeständen bzw. Einlagen, Wechsel und Sichtguthaben, vorausbezahlte Aufwendungen, Bardividenden und Zinsen gemäß Bestätigung oder aufgelaufen, aber nicht eingegangen, wie oben dargestellt, soll zum vollen Betrag verbucht werden, es sei denn aus irgendeinem Grund sei die Zahlung wenig wahrscheinlich oder nur ein Teil einbringlich, weshalb der Wert hiervon nach Reduktion eines Abschlages ermittelt werden soll, nach bestem Wissen der Gesellschaft, mit dem Zwecke, den effektiven Wert zu ermitteln.
- (2) Zum Anlagevermögen gehörende Wertpapiere die amtlich notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, sind zum letzten verfügbaren Kurs an dem Hauptmarkt, an dem diese Wertpapiere gehandelt werden, bewertet. Dabei können die Dienste eines von dem Verwaltungsrat genehmigten Kursvermittlers in Anspruch genommen werden. Investmentfondsanteile sind zu ihrem letzten verfügbaren Rücknahmepreis bzw. Netto-Inventarwert zu veranschlagen. Wertpapiere, deren Kurs nicht marktgerecht ist, sowie alle anderen zulässigen Anlagewerte (einschließlich Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem geregelten Markt gehandelt werden), werden zu ihren wahrscheinlichen Realisierungswerten eingesetzt, die nach Treu und Glauben durch oder unter der Leitung der Geschäftsleitung der Gesellschaft bestimmt werden.

(3) Der Realisierungswert von nicht auf einer Börse amtlich notierten oder an einem geregelten Markt gehandelten Termin- oder Optionskontrakten ist ihr Nettoerlöswert, wie er gemäß einer fortwährend angewandten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbarer Methode von der Gesellschaft bestimmt wird.

Der Realisierungswert von auf einer Börse amtlich notierten oder an einem geregelten Markt gehandelten Termin- oder Optionskontrakten wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Settlement-Preise dieser Kontrakte auf den Börsen oder geregelten Märkten, auf denen die Gesellschaft die betreffenden Kontrakte handelt, bestimmt, wobei jedoch der Realisierungswert einem von der Gesellschaft als angemessen und vernünftig angesehenen Wert entspricht, wenn die entsprechenden Kontrakte an einem Bewertungstag nicht realisiert werden konnten.

(4) Alle Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten, die nicht auf die Währungen des entsprechenden Teilfonds lauten, werden in die jeweilige Währung dieses Teilfonds zu dem am Bewertungszeitpunkt von einer Bank oder einem anderen verantwortlichen Finanzinstitut mitgeteilten Wechselkurs umgerechnet.

Wird aufgrund besonderer Umstände, wie zum Beispiel versteckten Kreditrisikos, eine Bewertung nach Massgabe der vorstehenden Regeln undurchführbar oder unrichtig, ist die Gesellschaft berechtigt, andere allgemein anerkannte, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbare Bewertungsgrundsätze anzuwenden, um eine angemessene Bewertung des Anlagevermögens zu erzielen.

(B) Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten folgendes:

(a) alle Kreditaufnahmen, Wechsel und andere fälligen Beträge; inklusive Sicherheitshinterlagen wie margin accounts etc. im Zusammenhang mit dem Einsatz von derivativen Instrumenten;

(b) alle fälligen bzw. aufgelaufenen administrativen Aufwendungen inklusive der Gründungs- und Registrierungskosten bei den Regierungsstellen wie auch Rechtsberatungsgebühren, Prüfungsgebühren alle Gebühren der Anlageberater, der Depotstelle, Vertriebsstellen und aller anderen Repräsentanten und Agenten der Gesellschaft die Kosten der Pflichtveröffentlichungen und des Verkaufsprospekts, der Geschäftsabschlüsse und anderer Dokumente, die den Anteilseignern verfügbar gemacht werden. Weichen die zwischen der Gesellschaft und den von ihr hinzugezogenen Dienstleistungserbringern wie Anlageberater, Vertriebsberater, Depotbank vereinbarten Gebührensätze für solche Dienstleistungen bezüglich einzelner Teilfonds voneinander ab, so sind die entsprechenden unterschiedlichen Gebühren ausschließlich dem jeweiligen Teilfonds zu belasten. Marketing- und Werbungsaufwendungen dürfen nur im Einzelfall durch Beschluss des Verwaltungsrates gegebenenfalls auf Antrag eines Beirats einem Teilfonds belastet werden;

(c) alle fälligen und noch nicht fälligen bekannten Verbindlichkeiten inklusive der erklärten, aber noch nicht bezahlten Dividenden;

(d) ein angemessener für Steuer zurückgestellter Betrag, berechnet auf den Tag der Bewertung sowie andere Rückstellungen oder Reserven, die vom Verwaltungsrat genehmigt sind;

(e) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft irgendwelcher Natur gegenüber dritten Parteien, wobei jedoch solche Verbindlichkeiten vertraglich auf eine oder mehrere Teilfonds beschränkt werden können.

Zum Zwecke der Bewertung ihrer Verbindlichkeiten kann die Gesellschaft alle administrativen und sonstigen Aufwendungen mit regelmäßigem bzw. periodischem Charakter mit einbeziehen, indem sie diese für das gesamte Jahr oder jede andere Periode bewertet und den sich ergebenden Betrag proportional auf die jeweilige aufgelaufene Zeitperiode aufteilt. Diese Bewertungsmethode darf sich nur auf administrative und sonstige Aufwendungen beziehen, die alle Teilfonds gleichmäßig betreffen.

(C) Für jeden Teilfonds wird der Verwaltungsrat in folgender Weise ein Anlagevermögen erstellen:

(a) Der Erlös der Zuteilung und Ausgabe von Anteilen jedes Teilfonds soll in den Büchern der Gesellschaft demjenigen Anlagevermögen zugeordnet werden, für das dieser Teilfonds eröffnet worden ist und die entsprechenden Anlagewerte und Verbindlichkeiten sowie Einkünfte und Aufwendungen sollen diesem Anlagevermögen gemäß den Richtlinien dieses Artikels zugeordnet werden.

(b) Wenn irgendein Anlagewert von einem anderen Aktivum abgeleitet worden ist, sollen derartige abgeleitete Aktiva in den Büchern der Gesellschaft dem gleichen Anlagevermögen zugeordnet werden, wie die Aktiva, von denen sie herkommen und bei jeder neuen Bewertung eines Anlagewerts wird der Wertzuwachs bzw. Wertverlust dem betreffenden Anlagevermögen zugeordnet.

(c) Falls die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingegangen ist, die in Beziehung zu irgendeinem Aktivum eines bestimmten Anlagevermögens oder zu irgendeiner Aktivität in Zusammenhang mit einem Aktivum irgendeines Anlagevermögens steht, wird diese Verbindlichkeit dem betreffenden Anlagevermögen zugeordnet.

(d) Falls ein Anlagewert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht als eine einem bestimmten Anlagevermögen zuzuordnende bestimmte Größe angesehen werden kann und auch nicht alle Teilfonds gleichmäßig betrifft, kann der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben solche Anlagewerte oder Verbindlichkeiten zuordnen.

(e) Ab dem Tage an dem eine Dividende für einen Teilfonds erklärt wird, ermäßigt sich der Netto-Inventarwert dieses Teilfonds um den Dividendenbetrag, vorbehaltlich jedoch immer der Regelungen für den Verkauf und Rücknahmepreis der ausschüttenden und thesaurierenden Anteile jedes Teilfonds, wie in diesen Artikeln dargelegt.

(D) Für den Zweck der Bewertung im Rahmen dieses Artikels gilt folgendes:

(a) Anteile, die gemäß Artikel 23 zurückgekauft werden, sollen als bestehende behandelt und eingebucht werden bis unmittelbar nach dem durch den Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt, an dem eine solche Bewertung durchgeführt

wird, und von diesem Zeitpunkt an bis der Preis hierfür bezahlt ist werden sie als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft behandelt;

(b) alle Anlagen, Kassenbestände und übrigen Aktiva irgendeines Anlagevermögens, die nicht auf die Währung des betreffenden Teilfonds lauten, werden unter Berücksichtigung ihres Marktwertes zu dem an dem Tag der Netto-Inventarwertberechnung geltenden Wechselkurs umgerechnet; und

(c) an jedem Bewertungstag müssen alle Käufe und Verkäufe von Wertpapieren, die durch die Gesellschaft an eben diesem Bewertungstag kontrahiert wurden, soweit möglich, in die Bewertung miteinbezogen werden.

Ausgabepreis und Rücknahmepreis

Art. 28.

(1) Wann immer die Gesellschaft Anteile zur Zeichnung anbietet, basiert der Preis der angebotenen Anteile auf dem Netto-Inventarwert je Anteil (wie oben definiert) für den jeweiligen Teilfonds bzw. Anteilsklasse, erhöht um eine Verkaufsgebühr, soweit von der Vertriebsstelle oder der Gesellschaft beschlossen, die ganz oder teilweise an die Vertriebsstelle oder an die Gesellschaft zu zahlen ist, wobei diese Verkaufsgebühr sich nach den jeweiligen Gesetzen richtet und ein vom Verwaltungsrat beschlossenes Maximum nicht überschreiten darf. Ferner können Verkaufsgebühren für jeden Teilfonds bzw. jede Anteilsklasse unterschiedlich sein, unter der Maßgabe, dass innerhalb eines Teilfonds bzw. einer Anteilsklasse gleiche Zeichnungsanträge eines- und desselben Ausgabetales gleich behandelt werden müssen insofern die betreffende Verkaufsgebühr der Gesellschaft zusteht. Der so errechnete Preis ("Ausgabepreis") ist innerhalb eines vom Verwaltungsrat zu beschließenden Zeitraums von nicht mehr als sieben Bankarbeitstagen nach Zuteilung der Anteile zahlbar.

Ausnahmsweise kann der Ausgabepreis mit Zustimmung des Verwaltungsrats und in Übereinstimmung mit allen anwendbaren Gesetzen insbesondere mittels einer Sonderbewertung der betreffenden Sacheinlagen durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft derart geleistet werden, dass der Gesellschaft vom Erwerber in Übereinstimmung mit der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen Wertpapiere übertragen werden.

Soweit Sparpläne angeboten werden, wird die Verkaufsgebühr nur auf die tatsächlich geleisteten Zahlungen erhoben. Eine Vorwegbelastung von Verkaufsgebühren, die nachfolgende Anteilkäufe betreffen, ist ausgeschlossen.

(2) Bei jeder Rücknahme von Anteilen wird der Preis, zu dem diese Anteile zurückgenommen werden, auf Basis des Netto-Inventarwertes des jeweiligen Teilfonds bzw., Anteilsklasse berechnet, ermäßigt um eine Rücknahmegebühr, soweit vom Verwaltungsrat beschlossen, die ganz oder teilweise an die Vertriebsstelle oder an die Gesellschaft zu zahlen ist, wobei diese Verkaufsgebühr sich nach den jeweiligen Gesetzen richtet und ein vom Verwaltungsrat beschlossenes Maximum nicht überschreiten darf. Ferner können Verkaufsgebühren für jeden Teilfonds bzw. jede Anteilsklasse unterschiedlich sein. Der so definierte Preis ("Rücknahmepreis") wird gemäß Artikel 23 ausbezahlt.

(3) Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann ferner Sparpläne zur Zeichnung von Anteilen einer oder mehrerer Teilfonds, sowie Auszahlpläne zur Auszahlung von Anteilen einer oder mehrerer Teilfonds, zulassen.

Rechnungsjahr

Art. 29.

(1) Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines Jahres und endet am 31. Dezember des gleichen Jahres.

(2) Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft erfolgen in Euro. Falls gemäß Artikel 5 verschiedene Teilfonds bestehen, deren Anteilwerte auf anderen Währungen als Euro lauten, werden diese in Euro umgerechnet und in den zusammengefassten (konsolidierten) geprüften Jahresabschluss in Euro einbezogen, der mit dem Bericht des Verwaltungsrats und der Einladung zur Jahreshauptversammlung allen Namensanteileseignern 15 Tage vor jeder Jahreshauptversammlung zur Verfügung gehalten wird.

Gewinnverteilung, Ausschüttungen

Art. 30.

(1) Die getrennten Gesellschafterversammlungen der Anteilseigner des jeweiligen Teilfonds beschließen auf Antrag des Verwaltungsrats über die Verwendung des Nettogewinnes dieses Teilfonds, wobei jeweils die Eigner thesaurierender Anteile und die Eigner ausschüttender Anteile getrennt beschließen. Die Ergebnisse der Gesellschaft können ausgeschüttet werden, insoweit das wie in Artikel 5 definierte Mindestkapital der Gesellschaft davon nicht berührt wird.

(2) Zwischendividenden können durch Verwaltungsratsbeschluss zu jeder Zeit auf die Anteile eines Teilfonds ausbezahlt werden.

(3) Dividenden können für die ausschüttenden Anteile jedes Teilfonds, wenn ausgegeben, erklärt werden unter der Voraussetzung, dass immer eine Dividende auf ausschüttenden Anteilen eines Teilfonds erklärt wird; die Verkaufs- und Rücknahmepreise der ausschüttenden Anteile und der thesaurierenden Anteile desselben Teilfonds, wenn ausgegeben, sind bei einer Dividendenausschüttung entsprechend anzupassen. Falls eine Dividende auf ausschüttende Anteile eines Teilfonds erklärt wird, muss ein entsprechender Betrag jedem thesaurierenden Anteil des gleichen Teilfonds zugeordnet werden.

(4) Die erklärten Dividenden werden normalerweise in der Währung des betreffenden Teilfonds bzw. Anteilsklasse gezahlt, können jedoch auch in einer anderen, vom Verwaltungsrat zu beschließenden Währung an den von demselben

festgelegten Orten und Zeiten bezahlt werden. Der Verwaltungsrat kann den zur Umrechnung der Dividendenbeträge in die Währung ihrer Zahlung anwendbaren Wechselkurs festlegen.

(5) Auf beschlossene, jedoch nicht von einem Anteilseigner eingeforderte Ausschüttungen werden keine Zinsen gezahlt.

(6) Ausschüttungen, die nicht innerhalb von fünf Jahren eingefordert werden, fallen an die Gesellschaft zurück und werden dem Teilfonds, aus dessen Vermögen sie gezahlt wurden, zugerechnet.

Namensgebung der Gesellschaft

Art. 31. Die Gesellschaft wird Verträge mit Gesellschaften der Raiffeisen-Gruppe abschließen, im Rahmen derer diese der Gesellschaft bei der Führung ihrer Geschäfte umfassende Dienste leisten. Falls diese Verträge aus irgendeinem Grund gekündigt werden und die Raiffeisen-Gruppe aufhört, für die Gesellschaft Dienstleistungen zu erbringen oder sie zu unterstützen, ist die Gesellschaft verpflichtet, auf erste Aufforderung der Raiffeisen-Gruppe hin, ihren Namen in eine Firmenbezeichnung zu ändern, die den Begriff "Raiffeisen" nicht mehr enthält.

Ausschüttung bei Auflösung

Art. 32. Falls die Gesellschaft aufgelöst wird, erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (bei denen es sich um natürliche oder juristische Personen handeln kann), die von der Hauptversammlung benannt werden, die eine solche Auslösung beschließt und Vollmachten und Entgelte festlegt. Der Nettoerlös der Liquidation, bezogen auf jeden Teilfonds bzw. Anteilsklasse, wird durch die Liquidatoren unter den betroffenen Anteilseignern im Verhältnis ihrer Anteile an diesem Teilfonds bzw. Anteilsklasse aufgeteilt.

Satzungsänderung

Art. 33. Diese Satzung kann jederzeit durch Beschluss der Gesellschafter abgeändert oder ergänzt werden, vorausgesetzt, dass die in dem Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner jeweils neusten Fassung (das "Gesetz vom 10. August 1915") vorgesehenen Bedingungen über Beschlussfähigkeit und Mehrheiten in der Abstimmung eingehalten werden.

Alle Änderungen der Rechte von Anteilseignern eines Teilfonds im Verhältnis zu denjenigen eines anderen Teilfonds können nur erfolgen, falls diese mit den im Gesetz vom 10. August 1915 für Satzungsänderungen vorgesehenen Bedingungen auch in dem betreffenden Teilfonds erfüllt sind.

Allgemein

Art. 34. Alle Angelegenheiten, die nicht durch diese Satzung bestimmt werden, werden durch das Gesetz vom 10. August 1915 und das Gesetz vom 20. Dezember 2002 bestimmt.

Zeichnung des Gründungskapitals

Nachdem der Gesellschaftervertrag somit durch die erschienenen Parteien erstellt worden ist, haben diese folgende Gesellschaftsanteile gezeichnet und Beträge in bar eingezahlt wie folgt:

Aktionäre	Gezeichnetes Kapital (EUR)	Anzahl der Aktien	Einzahlung (EUR)
1) „Raiffeisen Kapitalanlage- Gesellschaft m.b.H.“, vorgeannt;	33.000,-	320	33.000,-
2) „Raiffeisen International Fund Advisory GmbH“, vorgeannt;	1.000,-	10	1.000,-
TOTAL:	33.000,-	330	33.000,-

Der Nachweis der erfolgten Zahlung aller Beträge wurde erbracht, wie ausdrücklich vor dem unterzeichneten Notar erklärt.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt hiermit, dass die Bedingungen, wie in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 ausgeführt, erfüllt worden sind.

Kosten und Ausgaben

Die Kosten, Aufwendungen, Vergütungen und Gebühren jeglicher Art, die von der Gesellschaft im Ergebnis ihrer Gründung zu übernehmen sind, werden auf (5.000,-) Euro veranschlagt.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2009.

Die erste ordentliche Generalversammlung findet erstmals statt am ersten Montag des Monats April 2010.

Ausserordentliche Generalversammlung

Sodann haben die Erschienenen sich zu einer außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, zu der sie sich als ordentlich einberufen betrachten, zusammgefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst, nachdem sie die ordnungsgemäße Zusammensetzung dieser außerordentlichen Generalversammlung festgestellt haben:

142025

Erster Beschluss

Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder ist auf DREI (3) festgelegt.

Zu Mitgliedern des Verwaltungsrats werden ernannt:

1) Herr Mag. Gerhard AIGNER, Geschäftsführer, Raiffeisen Kapitalanlage-Gesellschaft m.b.H., geboren in Graz (Österreich), am 28. Juni 1966, beruflich wohnhaft in A-1010 Wien, Schwarzenbergplatz 3 (Österreich);

2) Herr Dr. Mathias BAUER, Vorsitzender der Geschäftsführung, Raiffeisen Capital Management, Präsident der EFAMA Wien, geboren in Wien (Österreich), am 02. November 1960, beruflich wohnhaft in A-1010 Wien, Schwarzenbergplatz 3 (Österreich);

3) Herr Dieter AIGNER, Bereichsleiter, Raiffeisen Kapitalanlage-Gesellschaft m.b.H., geboren in Wien (Österreich), am 05. April 1971, beruflich wohnhaft in A-1010 Wien, Schwarzenbergplatz 3 (Österreich).

Die Mitglieder des Verwaltungsrats wählen einstimmig Herrn Mag. Gerhard AIGNER zum Vorsitzenden des Verwaltungsrats.

Die Mandate der Mitglieder des Verwaltungsrats enden mit der ordentlichen Hauptversammlung der Gesellschafter der Gesellschaft des Jahres 2014.

Zweiter Beschluss

Zum Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft wird bestellt;

«KPMG Audit, Société à responsabilité limitée», eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Gesellschaftssitz in 9, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg (R.C.S. Luxemburg, Sektion B Nummer 103 590).

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Hauptversammlung der Gesellschafter der Gesellschaft des Jahres 2010.

Dritter Beschluss

Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-1470 Luxemburg, 69 route d'Esch.

Worüber Urkunde, aufgenommen und abgeschlossen in Esch/Alzette (Großherzogtum Luxemburg), am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Vollmachtnehmer der erschienenen Parteien, dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe Vollmachtnehmer mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: C. SCHAEFERS, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 1. Dezember 2008, Relation: EAC/2008/14694. — Erhalten eintausendeinhundertfünfzig Euro (1.250,- EUR).

Der Einnehmer ff. (gezeichnet): BOIÇA.

FUR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Beles, den 02. Dezember 2008.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2008152449/239/1023.

(080182376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2008.

AEPF IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 75.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 137.781.

In the year two thousand and eight, on the twenty-sixth of June,

Before us Maître Paul BETTINGEN, notary, residing in Niederanven.

There appeared:

ArcLight Energy Partners Fund IV, L.P., a limited partnership incorporated under the laws of the United States, having its registered office at 2711 Centerville Road, Suite 100, Wilmington, DE 19808, U.S.A., here represented by Philipp Mössner lawyer residing in Luxembourg by virtue of a proxy given in Boston on June 9, 2008 which shall be annexed hereto.

The prenamed ArcLight Energy Partners Fund IV, L.P., is the sole partholder of AEPF IV S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg and registered with the Luxembourg companies and trade register under number B 137781 (the "Company") incorporated pursuant to a deed of notary Maître Paul BETTINGEN on March 26, 2008, published in Mémorial C number 1122 on May 7, 2008.

Which appearing person acting in its above mentioned capacity requested the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

1) Creation of six (6) classes of parts, namely class A, class B, class C, class D, class E and class F parts, each part having a par value of one Euro (EUR 1) and determination of the dividend rights attached to them, their repurchase and cancellation by the Company.

2) Conversion of the one hundred and twenty-five (125) ordinary parts into twelve thousand five hundred (12,500) class A parts.

3) Increase of the capital of the Company by issue of twelve thousand five hundred (12,500) class B parts, twelve thousand five hundred (12,500) class C parts, twelve thousand five hundred (12,500) class D parts, twelve thousand five hundred (12,500) class E parts, and twelve thousand five hundred (12,500) class F parts, each part in each class of parts having a par value of one Euro (EUR 1) in a total amount of sixty-two thousand five hundred Euro (EUR 62,500) so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) to seventy-five thousand Euro (EUR 75,000).

4) Subscription and paying up of the sixty-two thousand five hundred (62,500) new parts in cash by ArcLight Energy Partners Fund IV, L.P.

5) Amendment of Article 7 and Article 13 of the articles of association so as to reflect the proposed capital increase and the creation of the six (6) classes of parts.

II. The sole partholder takes the following resolutions:

First resolution

To create six (6) classes of parts, namely class A parts, class B parts, class C parts, class D parts, class E parts, and class F parts, each part having a nominal value of one Euro (EUR 1).

The sole partholder further resolves that the articles of association shall be amended to determine the dividend rights attached to them and their repurchase and cancellation, which may be summarized as follows:

Repurchase and cancellation: The capital of the Company may be reduced through the cancellation of parts including one or more entire classes of parts through repurchase and cancellation of all the parts in issue in such class(es). Partholders shall receive an amount for each of their part to be repurchased and cancelled, which will become due and payable by the Company upon repurchase and cancellation of the parts.

Dividends: In the event of a dividend declaration, dividends shall be allocated and paid equally to all partholders pro rata to their parts within one class of parts in an amount equal to zero point twenty-five percent (0.25%) of the nominal value of each class A part, zero point thirty percent (0.30%) of the nominal value of each class B part, zero point thirty-five percent (0.35%) of the nominal value of each class C part, zero point forty percent (0.40%) of the nominal value of each class D part, zero point forty-five percent (0.45%) of the nominal value of each class E part and zero point fifty percent (0.50%) of the nominal value of each class F part. Any balance of the total distributable amount shall be allocated to the holders of the last class in reverse alphabetical order. Should one class be repurchased or cancelled, the distribution rights previously attached to this class shall pass to the next lower class in reverse alphabetical order and replace the existing distribution rights of this class.

Second resolution

To convert the one hundred and twenty-five (125) ordinary parts with a par value of one hundred Euro (EUR 100) each into twelve thousand five hundred (12,500) class A parts with a par value of one Euro (EUR 1).

Third resolution

To increase the capital of the Company by issue of
twelve thousand five hundred (12,500) class B parts,
twelve thousand five hundred (12,500) class C parts,
twelve thousand five hundred (12,500) class D parts,
twelve thousand five hundred (12,500) class E parts, and
twelve thousand five hundred (12,500) class F parts,

each part in each class of parts having a par value of one Euro (EUR 1) in an amount of sixty-two thousand five hundred Euro (EUR 62,500) so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) to seventy-five thousand Euro (EUR 75,000).

Fourth resolution

All the sixty-two thousand five hundred (62,500) new parts have been subscribed by ArcLight Energy Partners Fund IV, L.P., and have been entirely paid up by payment in cash of a total amount of sixty-two thousand five hundred Euro (EUR 62,500).

Evidence of the aforementioned payments has been given to the undersigned notary, who acknowledges this expressly.

The entire amount of sixty-two thousand five hundred Euro (EUR 62,500) has been allocated to the capital of the Company.

Fifth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, Article 7 and Article 13 of the articles of incorporation of the Company are amended and now read as follows:

" **Art. 7.** The company's issued capital amounts to seventy-five thousand Euro (EUR 75,000) represented by:

Twelve thousand five hundred (12,500) class A parts entirely subscribed for,
twelve thousand five hundred (12,500) class B parts entirely subscribed for,
twelve thousand five hundred (12,500) class C parts entirely subscribed for,
twelve thousand five hundred (12,500) class D parts entirely subscribed for,
twelve thousand five hundred (12,500) class E parts entirely subscribed for, and
twelve thousand five hundred (12,500) class F parts entirely subscribed for,
each part in each class of parts having a nominal value of one Euro (EUR 1).

The capital of the company may be increased or reduced at any time by a resolution of the participants deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The capital of the company may be reduced through the cancellation of parts including by the cancellation of one or more entire classes of parts through the repurchase and cancellation of all the parts in issue in such class(es). In the case of repurchases and cancellations of classes of parts such repurchases and cancellations of parts shall be made in the reverse alphabetical order (starting with class F). Any repurchases of classes of parts are limited by the cash available.

In the event of a reduction of the capital through the repurchase and the cancellation of a class of parts, the holder(s) of those parts shall receive an amount equal to the cancellation value per part (the "Cancellation Value Per Part") for each part of the relevant class held by the holder(s) and cancelled.

The Cancellation Value Per Part shall be calculated by dividing the total cancellation amount (the "Total Cancellation Amount") by the number of parts in issue in the class of parts to be repurchased and cancelled. The Total Cancellation Amount shall be determined by the board of managers and approved by the general meeting of participants to the extent and under the terms permitted by the Law and on the basis of interim accounts to be drawn up no earlier than one (1) day before the date of the repurchase of the parts of the relevant class.

The Total Cancellation Amount for each of the classes F, E, D, C, B and A shall be calculated on the basis of the sum of the net retained earnings of the company, the result of the period, the distributable reserves and the distributable share premiums.

Upon the repurchase and cancellation of the parts of the relevant class, the Cancellation Value Per Part will become due and payable by the company."

" **Art. 13.** Each year on the 31st of December an inventory of the assets and the liabilities of the company as well as a balance sheet and a profit and loss account shall be drawn up.

The revenues of the company, deduction made of the general expenses and the charges, the depreciations, the provisions and taxes constitute the net profit.

Five per cent (5%) of this net profit shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory as soon as the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched. The balance is at the disposal of the general meeting of participants.

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is authorized to decide and to distribute interim dividends at any time, under the following conditions:

1. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will prepare interim statement of accounts which are the basis for the distribution of interim dividends;

2. These interim statement of accounts shows that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits as per the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve in accordance with the Law or these Articles.

The dividends declared may be paid in any currency selected by the manager or as the case may be the board of managers and may be paid at such places and times as may be determined by the manager or as the case may be the board of managers. The manager or as the case may be the board of managers may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment. A dividend declared but not paid on a part during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such part, shall be forfeited by the holder of such part, and shall revert to the company. No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the company on behalf of holders of parts.

In the event of a dividend declaration, such dividend shall be allocated and paid as follows:

1. An amount equal to

- zero point twenty-five percent (0.25%) of the nominal value of each class A part,

- zero point thirty percent (0.30%) of the nominal value of each class B part,
- zero point thirty-five percent (0.35%) of the nominal value of each class C part,
- zero point forty percent (0.40%) of the nominal value of each class D part,
- zero point forty-five percent (0.45%) of the nominal value of each class E part and
- zero point fifty percent (0.50%) of the nominal value of each class F part

shall be distributed equally to all partholders pro rata to their parts within the relevant class of parts; then

2. the balance of the total distributable amounts after deduction of the amounts allocated to all classes of parts shall be allocated in its entirety to the holders of the last class in the reverse alphabetical order (i.e. first class F parts, then if no class F parts are in existence, class E parts and in such continuation until only class A parts are in existence).

Should class F parts be repurchased or cancelled in totality, the distribution rights previously attached to class F parts shall pass to class E parts and replace the existing distribution rights of Class E parts. This rule will apply mutatis mutandis in favour of class D, class C, class B or class A in the event that class E, class D, class C, class B respectively is repurchased or cancelled in totality."

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are assessed at two thousand two hundred euro (EUR 2,200.-).

There being no further business before the meeting, the same was adjourned thereupon.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Senningerberg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by his name, surname, civil status and residence, the said person appearing signed together with us the notary, the present original deed.

Follows the French version

En l'an deux mille huit, le vingt-six juin,

Devant Maître Paul BETTINGEN, notaire, resident à Niederanven.

A comparu:

ArcLight Energy Partners Fund IV, L.P., un "Limited Partnership" constitué selon les lois des Etats-Unis, ayant son siège social sis 2711 Centerville Road, Suite 100, Wilmington, DE 19808, U.S.A., représenté par Philipp Mössner, avocat, résident à Luxembourg en vertu d'une procuration donnée à Boston, le 9 juin, 2008, laquelle est annexée au présent acte.

La soussignée ArcLight Energy Partners Fund IV, L.P., est l'associée unique d'AEPF LV S.à.r.l, une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social sis 8, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg et enregistrée au registre du commerce et des sociétés, Luxembourg sous le numéro B 137781 (la "Société"), conformément à un acte notarié de Maître Paul BETTINGEN, le 26 mars 2008 publié au Mémorial C numéro 1122 du 7 mai 2008.

Laquelle comparante agissant en sa qualité mentionnée ci-dessus a requis le notaire d'acter que:

I. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1) Création de six (6) catégories de parts sociales, à savoir la catégorie A, la catégorie B, la catégorie C, la catégorie D, la catégorie E et la catégorie F, chaque part sociale ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) et détermination des droits aux dividendes attachés à chaque catégorie de parts sociales, ainsi que des modalités de rachat et d'annulation des parts sociales par la Société.

2) Conversion de cent vingt-cinq (125) parts sociales ordinaires en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie A.

3) Augmentation du capital de la Société par l'émission de douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie B, douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie C, douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie D, douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie E, et douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie F, chaque part sociale de chaque catégorie ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) pour un montant total de soixante-deux mille cinq cents euros (EUR 62.500) afin de l'augmenter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) à soixante-quinze mille euros (EUR 75.000).

4) Souscription et libération de soixante-deux mille cinq cents (62.500) nouvelles parts sociales en numéraire par ArcLight Energy Partners Fund IV, L.P.

5) Modification de l'article 7 et de l'article 13 des statuts de la Société afin de prendre en compte l'augmentation de capital proposée et la création des six (6) catégories de parts sociales.

II. L'associé unique prend les résolutions suivantes:

Première résolution

Créer six (6) catégories de parts sociales, à savoir, une catégorie A, une catégorie B, une catégorie C, une catégorie D, une catégorie E et une catégorie F, chaque part sociale ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1).

L'associé unique approuve la modification des statuts de la Société afin de déterminer les droits financiers propres à chaque catégorie de parts sociales ainsi que les modalités de rachat et d'annulation y attachés, qui peuvent être résumés de la manière suivante:

Rachat et annulation: le capital de la Société pourra être réduit par annulation des parts sociales incluant, le cas-échéant, la totalité d'une ou plusieurs catégories de parts sociales suite au rachat et à l'annulation de l'ensemble des parts sociales déjà émises dans la(es) catégorie(s) concernée(s). Les associés recevront un montant pour chacune de leurs parts sociales devant être rachetées et annulées, qui sera dû et payable par la Société au moment de leur rachat et annulation.

Dividendes: en cas de déclaration de dividendes, les dividendes devront être distribués et payés de manière égale à l'ensemble des associés au pro rata de leur participation, dans chaque catégorie de parts sociales; à savoir, pour un montant de zéro virgule vingt cinq pour cent (0,25%) de la valeur nominale de chaque part sociale de catégorie A zéro virgule trente pour cent (0,30%) de la valeur nominale de chaque part sociale de catégorie B zéro virgule trente cinq pour cent (0,35%) de la valeur nominale de chaque part sociale de catégorie C zéro virgule quarante pour cent (0,40%) de la valeur nominale de chaque part sociale de catégorie D zéro virgule quarante cinq pour cent (0,45%) de la valeur nominale de chaque part sociale de catégorie E et zéro virgule cinquante pour cent (0,50%) de la valeur nominale de chaque part sociale de catégorie F. Le solde du montant total distribuable devra être alloué aux détenteurs de la dernière catégorie de parts sociales, dans l'ordre alphabétique contraire. En cas de rachat et d'annulation d'une catégorie de parts sociales, les droits de distribution préalablement affectés à ladite catégorie de parts sociales seront alors affectés à la catégorie de parts sociales précédente en partant du sens contraire alphabétique et en conséquence se substitueront aux droits de distribution de cette catégorie précédente.

Deuxième résolution

Convertir cent vingt-cinq (125) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires de catégorie A ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

Troisième résolution

D'augmenter le capital social de la Société par l'émission de:

Douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie B,

Douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie C,

Douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie D,

Douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie E, et

Douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie F,

chaque part sociale de chaque catégorie ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) pour un montant de soixante-deux mille cinq cents euros (EUR 62.500) afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) à soixante-quinze mille euros (EUR 75.000).

Quatrième résolution

L'ensemble des soixante-deux mille cinq cents (62.500) nouvelles parts sociales a été souscrite par ArcLight Energy Partners Fund IV, L.P., et a été entièrement libéré au moyen d'un paiement en numéraire pour un total de soixante-deux mille cinq cents euros (EUR 62.500).

La preuve du paiement ci-dessus mentionné a été donnée au notaire soussigné qui le reconnaît expressément.

La totalité du montant de soixante-deux mille cinq cents euros (EUR 62.500) a été alloué au capital social de la Société.

Cinquième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'article 7 et l'article 13 des statuts de la Société ont été modifiés et sont maintenant rédigés de la manière suivante:

" **Art. 7.** Le capital social émis de la société est de soixante-quinze mille euros (EUR 75.000) représenté par:

Douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie A entièrement libérées,

Douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie B entièrement libérées,

Douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie C entièrement libérées,

Douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie D entièrement libérées,

Douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie E entièrement libérées, et

Douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie F entièrement libérées,

chaque part sociale de chaque catégorie ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1).

Le capital social de la société pourra être augmenté ou réduit à tout moment par une résolution des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Le capital de la société pourra être réduit au moyen d'une annulation de parts sociales, incluant le cas échéant, l'annulation d'une ou plusieurs catégorie(s) de parts sociales suite au rachat et à l'annulation de l'ensemble des parts sociales émises dans la catégorie de parts sociales concernée. En cas de rachat et d'annulation de catégories de parts sociales, ces opérations ne pourront se faire que dans le sens contraire alphabétique (c'est à dire en commençant par la catégorie de parts sociales F). Tout rachat d'une catégorie de parts sociales sera fonction du numéraire disponible.

En cas de réduction du capital par rachat et annulation d'une catégorie de parts sociales, le(s) détenteur(s) de ces parts sociales recevra(ont) un montant égal à la valeur d'annulation par part sociale (la "Valeur d'Annulation Par Part Sociale ") pour chaque part sociale de la catégorie concernée détenues par le(s) détenteur(s) et annulées.

La Valeur d'Annulation Par Part Sociale devra être calculée en divisant le montant total de l'annulation (le "Montant Total de l'Annulation") par le nombre de parts sociales émises dans la catégorie de parts sociales devant être rachetées et annulées. Le Montant Total de l'Annulation devra être déterminé par le conseil de gérance et approuvé par l'assemblée générale des associés dans les limites de la Loi et sur la base des comptes intérimaires devant être établis au plus tôt un (1) jour avant la date du rachat des parts sociales de la catégorie concernée.

Le Montant Total de l'Annulation pour chacune des catégories de parts sociales F, E D, C, B et A devra être calculé sur la base de la somme des profits mis en réserves de la société, des résultats de la période, des réserves distribuables et de la prime d'émission distribuable.

Au moment du rachat et de l'annulation des parts sociales de la catégorie concernée, la Valeur d'Annulation Par Part Sociale sera due et payable par la société."

" **Art. 13.** Chaque année au 31 décembre, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et profits.

Les produits de la société, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements, provisions et taxes constituent le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale, ledit prélèvement cessant d'être obligatoire dès que le montant de ce fonds de réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital de la société, mais ce montant devra être reconstitué entièrement chaque fois que, quelque soit la raison, le fonds de réserve aura été entamé. Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des associés.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à décider et à distribuer des dividendes intérimaires à tout moment, dans le respect des conditions suivantes:

1. le gérant ou, en case de pluralité de gérants le conseil de gérance préparera une situation intérimaire des comptes de la société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal, augmenté du bénéfice reporté et des réserves distribuables, et diminué des pertes et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents Statuts.

Les dividendes déclarés pourront être payés dans toute devise déterminée par le gérant ou le cas échéant par le conseil de gérance et pourront être payés aux lieu et heure déterminés par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance. Le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance pourra déterminer le taux de change final applicable à la devise utilisé lors du paiement des dividendes. Un dividende déclaré mais non payé pendant une durée minimum de cinq ans, sera retourné à la société. Aucun intérêt ne sera payé sur des dividendes déclarés et non réclamés et détenus par la société pour le compte de son détenteur.

Dans le cas d'une déclaration de dividendes, les dividendes devront être alloués et payés de la manière suivante:

1. un montant égal à

- zéro virgule vingt-cinq pour cent (0,25%) de la valeur nominale de chaque part sociale de catégorie A;
- zéro virgule trente pour cent (0,30%) de la valeur nominal de chaque part sociale de catégorie B;
- zéro virgule trente-cinq pour cent (0,35%) de la valeur nominale de chaque part sociale de catégorie C;
- zéro virgule quarante pour cent (0,40%) de la valeur nominale de chaque part sociale de catégorie D;
- zéro virgule quarante-cinq pour cent (0,45%) de la valeur nominale de chaque part sociale de catégorie E;
- zéro virgule cinquante pour cent (0,50%) de la valeur nominale de chaque part sociale de catégorie F

devra être distribué de manière égalitaire à l'ensemble des détenteurs de parts sociales au pro rata de leur participation au sein de chaque catégorie de parts sociales concernée; et

2. le solde des montants totaux distribuables après déduction des montants alloués à l'ensemble des catégories de parts sociales devra être alloué entièrement à l'ensemble des détenteurs de parts sociales de la dernière catégorie (à savoir en premier lieu, la catégorie de parts sociales F et dans le cas où il n'existe plus de catégorie de parts sociales F, la catégorie de parts sociales E et ainsi de suite jusqu'à ce que seule la catégorie de parts sociales A subsiste).

Dans l'hypothèse d'un rachat et d'une annulation de l'ensemble des parts sociales de catégorie F, les droits de distribution préalablement affectés à ladite catégorie de parts sociales F seront affectés à la catégorie de parts sociales E et

remplaceront les droits de distribution existants de ladite catégorie de parts sociales E. Cette règle s'applique mutadis mutandis en faveur des catégories de parts sociales D, C, B, ou A et ce dans l'hypothèse où les catégories de parts sociales E, D, C, B seront respectivement rachetées ou annulées dans leur totalité".

Depenses

Le montant des frais, dépenses, rémunération ou charges sous quelques formes que ce soit, qui incombe à la société en raison du présent acte, s'élèvent approximativement à deux mille deux cents euros (EUR 2.200,-).

Rien d'autre étant à l'ordre du jour, l'assemblée est close.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française à la demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Senningerberg, à la date indiquée en tête des présentes.

Et après lecture faite à la comparante, connue du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Philipp Mössner, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 1^{er} juillet 2008. LAC / 2008 / 26700. Reçu à 0,50%: trois cent douze euros cinquante cents (€ 312,50).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 30 octobre 2008.

Paul BETTINGEN.

Référence de publication: 2008150521/202/317.

(080178013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2008.

Alternative Investment Consulting S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4963 Clemency, 8, rue Haute.

R.C.S. Luxembourg B 136.642.

L'an deux mille huit, le quatorze novembre.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

A COMPARU:

La société de droit espagnol "EXTRAVALOR S.L.", ayant son siège social à CL Cabestany 14 B], Barcelona 08014 (Espagne), inscrite au registre du commerce de Barcelone (Espagne) sous le numéro 63712392,

détentriche de cent vingt-quatre (124) parts sociales,

ici représentée aux fins des présentes par Monsieur Jean-Yves STASSER, expert-comptable, demeurant professionnellement à Clemency,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 13 novembre 2008, laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

Laquelle comparante, agissant en sa qualité de seule associée de la société à responsabilité limitée "ALTERNATIVE INVESTMENT CONSULTING S.à r.l." (numéro d'identité 2008 24 05 802), avec siège social à L-4963 Clemency, 8, rue Haute, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 136.642, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 25 janvier 2008, publié au Mémorial C, numéro 744 du 27 mars 2008 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire Blanche MOUTRIER, de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 17 avril 2008, publié au Mémorial C, numéro 1167 du 14 mai 2008, a requis le notaire instrumentant de documenter la résolution suivante:

Résolution

L'associée unique décide de modifier l'article 2 des statuts de la société, relatif à l'objet social, pour lui donner la teneur suivante:

A) Version anglaise:

" **Art. 2.** The object of the company is investment advisory to Undertaking for Collective Investments (in Transferable Securities and others), as well as to Specialized Investment Funds. The activities of investment advisory to natural persons and other entities are excluded. "

B) Version française:

" **Art. 2.** La société a pour objet l'activité de conseil en investissement à des Organismes de Placement Collectif (de Valeurs Mobilières ou autres), ainsi qu'à des Fonds d'Investissement Spécialisés. Reste exclue du présent objet social l'activité de conseil en investissement à d'autres entités ou personnes physiques. "

142032

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison des présentes, est évalué sans nul préjudice à sept cent cinquante euros (€ 750,-).

Le notaire instrumentant a rendu attentif la comparante au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par la comparante.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: STASSER, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 18 novembre 2008. Relation: CAP/2008/3491. - Reçu douze euros (12,-).

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société à sa demande, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 28 novembre 2008.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2008150484/236/49.

(080177961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2008.

Sicav-FIS Europe LBO V Porte Neuve, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 129.478.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le mercredi 22 octobre à 11.00 heures à Luxembourg 23, avenue de la Porte-Neuve

Résolutions

Les mandats des Administrateurs et du Réviseur d'Entreprises viennent à échéance à la présente Assemblée.

- L'Assemblée Générale Ordinaire décide à l'unanimité de renouveler le mandat d'Administrateur de Messieurs Patrice CROCHET et Jean-Marc DE VOLDER, ainsi que de la société FIDUPAR, représentée par Monsieur Noël DIDIER, pour une période venant à échéance à l'Assemblée Générale des Actionnaires qui approuvera les comptes au 31/12/2008.

- L'Assemblée Générale Ordinaire décide à l'unanimité de renouveler le mandat de DELOITTE S.A., 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, au poste de Réviseur d'Entreprises, pour une période venant à échéance à l'Assemblée Générale des Actionnaires qui approuvera les comptes de l'exercice clôturant au 31/12/2008.

Pour copie conforme

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008150763/1172/23.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00346. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080177799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2008.

Video-Wolter Esch G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4170 Esch-sur-Alzette, 28, boulevard J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 26.842.

Le bilan arrêté au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 2 décembre 2008.

Pour VIDEO-WOLTER ESCH GmbH

Fiduciaire Roger Linster

Viviane Roman

Référence de publication: 2008151564/598/15.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2008, réf. LSO-CW09427. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.